

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 474 • janv.-fév. 2019 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 € – 2,50 Fr.S – 2 \$ can.

LE CAPITALISME MÈNE L'HUMANITÉ À LA MORT

Le prolétariat a la force de le renverser !

Pour la quatrième année consécutive, l'espérance de vie aux États-Unis est en baisse. "C'est la première fois que l'on voit une tendance à la baisse depuis la grande épidémie de grippe de 1918", selon Robert Anderson, chef des statistiques de la mortalité au Centre national des statistiques de santé. En cause, le fléau des overdoses de drogues qui a tué environ 70000 américains en 2017, signe d'un suicide collectif face à une société sans avenir, mais aussi une pauvreté dévastatrice, une pollution entraînant l'explosion des maladies respiratoires et du système nerveux central, une alimentation industrielle proche de l'empoisonnement de masse, un système de soin en déliquescence... Les États-Unis ne sont pas une exception, une grande partie des pays développés sont concernés. Toutes les études récentes soulignent "une baisse importante de l'espérance de vie dans douze pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)".

Il s'agit d'un symbole de la dynamique mortifère du capitalisme. Alors que les connaissances scientifiques continuent de se développer,

que les moyens techniques et technologiques croissent sans interruption, le capitalisme impose à l'humanité une division du monde en nations et en classes, des rapports sociaux de production basés sur l'exploitation, un enfermement de l'activité humaine dans la recherche du profit et la concurrence de tous contre tous. Ce système est aujourd'hui obsolète. Mais pour perdurer, il fait agoniser toute l'humanité.

En Amérique centrale et du sud, la misère et la violence sont telles que des milliers de personnes fuient, en se regroupant pour se protéger les uns les autres. Solidaires, ils forment des caravanes pour marcher sur des milliers de kilomètres depuis le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica... traversant tout le Mexique vers les États-Unis, affrontant mille dangers. Ceux qui parviennent à la frontière américaine se heurtent à un mur, des barbelés, une armée autorisée à tirer, des miliciens fanatiques et assassins, puis... aux camps de rétention!⁽¹⁾ En décembre, deux enfants de

7 et 8 ans sont morts de déshydratation au cœur des camps américains, dans les bras de leur père !

"On compte aujourd'hui soixante-dix à soixante-quinze murs construits ou annoncés dans le monde, les murs existants s'étalant sur environ 40000 kilomètres", affirme Élisabeth Vallet, une politologue canadienne de l'université du Québec à Montréal. Un monde fait de murs et de barbelés, voilà vers quoi mène cette société en putréfaction.

En France, face au développement de la pauvreté, une partie de la population a réagi pour crier sa colère. Le mouvement des "gilets jaunes" a rassemblé derrière une petite-bourgeoisie écrasée et excédée, quelques centaines de milliers de travailleurs précaires, chômeurs, retraités, mais aussi des artisans et des agriculteurs. Se rassemblant sur les ronds-points, aux péages des autoroutes, sur certains parkings, ils ont monté des tentes, fait des barbecues, etc. Ces derniers jours, entre Noël et le Nouvel An, était palpable, au sein de ces groupes

éparpillés par poignées de quelques dizaines d'individus, le besoin d'être ensemble, de se réchauffer, de se serrer les coudes. Il y a là un point commun avec les caravanes de migrants d'Amérique centrale : la nécessité de s'agréger face à un monde en déliquescence. Seulement, sur ces ronds-points, il y avait aussi partout des drapeaux tricolores, des Marseillaises entonnées, des discussions enfermées dans la revendication du "référendum d'initiative citoyenne", une peur voire un rejet des "migrants". L'abrogation de la loi du "mariage pour tous", permettant aux homosexuels de se marier depuis 2013, est même l'une des revendications les plus populaires parmi les "gilets jaunes". En fait, ce mouvement souligne une nouvelle fois l'impasse de l'interclassisme.⁽²⁾ Si le prolétariat ne développe pas son combat de façon autonome, avec ses méthodes de lutte (assemblées générales souveraines tout particulièrement), ses propres revendications sur le terrain

²⁾ Lire dans ce journal notre article sur le mouvement des "gilets jaunes" ainsi que notre supplément disponible sur le site Internet du CCI.

économique face à la dégradation de ses conditions de vie et de travail et, in fine, sa perspective politique (le renversement du capitalisme et de ses États), toute la colère de la population sera vouée à se perdre dans des protestations au mieux stériles, au pire porteuses des stigmates les plus nauséabonds de cette société (le nationalisme, le racisme, l'homophobie, la violence aveugle...).

Le prolétariat mondial, et plus particulièrement celui d'Europe, porte donc sur ses épaules une lourde responsabilité. Car l'aggravation inexorable de la crise économique mondiale, les soubresauts à venir,⁽³⁾ vont engendrer toujours plus de misère et de colère.

C'est au prolétariat que revient la tâche historique d'organiser et d'orienter la lutte des masses, c'est au prolétariat de renverser le capitalisme et d'ouvrir à toute l'humanité une autre perspective que celle du capitalisme décadent et barbare : une société sans classe ni nation, sans exploitation ni guerre. Pour cela, le prolétariat doit recouvrer la confiance en ses propres forces. Son histoire prouve qu'il en est capable. Il a déjà fait trembler la bourgeoisie maintes fois.⁽⁴⁾ La mémoire de toute cette expérience est absolument vitale pour l'avenir. Car l'avenir appartient bel et bien à la lutte de classe !

Jacques, 4 janvier 2019

³⁾ Lire dans ce journal notre article sur la crise économique.

⁴⁾ Lire dans ce journal notre article sur l'héritage de Lénine, Luxemburg et Liebknecht.

DERRIÈRE LES LOBBIES

La main bien visible du capitalisme d'État

Pas une semaine sans que les médias ne nous rapportent un scandale financier, industriel ou social, causé selon eux par l'influence des lobbies ; que l'on nous parle de *Monsanto* et de son glyphosate, de la réforme du *copyright* dans l'Union européenne (UE) sous la pression des GAFAM,⁽¹⁾ des implants médicaux prescrits sans normes ni contrôles, le problème posé est toujours le même : les États et les instances étatiques comme l'UE sont à la merci des lobbies, de puissants intérêts privés qui exercent une pression sur les démocraties. Non-élus, ne représentant qu'eux-mêmes, ces lobbies seraient donc "un problème de démocratie : qui a le pouvoir, qui gouverne?", comme le demandait hypocritement Nicolas Hulot.

Lobbies et État, une identité commune

Les lobbies ne sont pourtant qu'un signe extérieur de la concurrence généralisée qui est le principal moteur de la société capitaliste : "Là où la

bourgeoisie est chez elle, la seule loi qui préside aux rapports économiques est celle de la libre concurrence".⁽²⁾ Cette dernière est l'élément qui a toujours fait du capitalisme un système social particulièrement dynamique. L'existence de différents groupes de pression, représentant des secteurs économiques ou directement des grandes entreprises, cherchant à influencer sur des décisions qui représentent potentiellement d'énormes profits et la garantie d'exploiter des marchés lucratifs n'a rien de surprenant. Si, pour de ridicules considérations morales ou par incapacité, certains refusaient de se plier à cette règle, cela signifierait "pour le capitaliste individuel, (...) l'élimination de la lutte pour la concurrence, la mort économique".⁽³⁾ À tous les étages de la société capitaliste le lobbying est donc la règle, y compris au niveau des États.

Il est à ce titre tout à fait mensonger de présenter les États comme des entités neutres, qui seraient en fait harcelées par des lobbies défendant

uniquement des intérêts particuliers. Présents à tous les niveaux de la sphère politique, les lobbies font partie de la défense de chaque Capital national, dont l'État est le garant. De fait, chaque État défend bec et ongles les principaux "champions" de son économie nationale. Lorsque Macron est allé en Inde au printemps dernier, c'est évidemment en y emmenant plusieurs chefs d'entreprise dont l'État défend les intérêts sur place. Selon *Paris Match* du 15 mars 2018 : "Tout au long de ces trois jours, le président français a multiplié les gestes et les déclarations d'amitié envers l'Inde. Son ambition? Faire de la France la "porte d'entrée" du géant de l'Asie du Sud en Europe. Dans ce but, Emmanuel Macron compte bien profiter du Brexit pour chiper aux Anglais leur position historique de "partenaire privilégié". La partie est loin d'être gagnée : pour l'instant, l'Hexagone est seulement le 18^e client des Indiens, loin derrière les Allemands, les Britanniques et même les Belges. Qu'importe! Emmanuel Macron y croit : "C'est le moment de la France." Alors le chef de l'État a fait le forcing et abattu ses cartes. Lundi, avec Narendra Modi, il a inauguré à Mirzapur la plus grande

centrale solaire d'Inde, construite par Engie". Si Macron n'a pas réussi le même coup que Hollande en 2016, à savoir vendre 36 avions de combat *Rafale* à l'Inde, les sociétés *Safran* et *EDF* ont quand même, à l'occasion de cette visite d'État, conclu avec ce pays un contrat de vente de moteurs d'avion de 12 milliards de dollars. Cette visite du chef de l'État français ressemble donc furieusement à l'activité de n'importe quel lobby privé. Lorsqu'on voit de quelle façon chaque État est capable de défendre ses intérêts et ceux de ses entreprises nationales, on sait qu'à l'échelle du commerce international les lobbyistes les plus puissants et efficaces sont bien les États nationaux eux-mêmes.

Le lobby, outil du capitalisme d'État

Contrairement à l'idéologie bourgeoise présentant l'État comme un acteur neutre de la société, "au-dessus" des classes sociales, il demeure en réalité le principal administrateur du Capital national. Que ce soit par ses participations directes dans des entreprises importantes, son encadrement législatif, sa

(suite page 2)

¹⁾ Acronyme de Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, les principales entreprises de taille mondiale, toutes américaines, développant leur activité à travers Internet.

²⁾ Rosa Luxemburg, "Introduction à l'économie politique" (1907).

³⁾ Rosa Luxemburg, "L'accumulation du capital" (1913).

Dans ce numéro	
Anniversaire de Mickey <i>Une souris exploitée depuis 90 ans par le capitalisme</i>	2
Prochaines élections en Israël <i>Une voix de classe au Moyen-Orient</i>	3
"Transition écologique" <i>Un alibi pour attaquer les ouvriers</i>	3
Migrations en Amérique Latine <i>Seul le prolétariat peut arrêter la barbarie du capitalisme</i>	4
Crise économique mondiale <i>Le pire est encore devant nous!</i>	5
Courrier des lecteurs <i>Le mouvement des "gilets jaunes" peut-il ouvrir la voie à la lutte de classe?</i>	6
Lénine, Luxemburg, Liebknecht <i>Le prolétariat doit se réapproprié ses expériences révolutionnaires</i>	8

Derrière les lobbies...

capacité à infléchir la politique financière, sa gestion de la main-d'œuvre à travers le niveau des salaires et des prestations sociales, sa capacité à contraindre les capitalistes individuels à accepter ses décisions prises dans le sens de la défense des intérêts nationaux, l'État demeure le principal administrateur de l'économie nationale.

Ce que les marxistes appellent le capitalisme d'État implique que la défense des intérêts nationaux passe aux mains de l'État. Avec l'entrée du système capitaliste dans sa phase de déclin historique, depuis la Première Guerre mondiale, cette tendance universelle s'est nettement renforcée. Non seulement l'État occupe "une place prépondérante au sein de l'économie nationale, en tant que principal client et employeur de celle-ci, mais il détient entre ses mains un ensemble de prérogatives qui lui permettent le contrôle absolu : il est le principal pourvoyeur de crédit et c'est lui qui fixe le coût de tous les emprunts; il édicte les règles de la concurrence entre les différents agents économiques au sein du pays et lui seul est en mesure de négocier de telles règles vis-à-vis des autres pays; il est le vecteur obligé de l'obtention de gros contrats à l'export; il détient les moyens de faire ou défaire des montages et rachats industriels et financiers; il décide des nationalisations ou privatisations; il fixe les impôts, gère le budget et édicte le code du travail, instrument au service du capital pour organiser l'exploitation et dont dépend la compétitivité du capital national".⁽⁴⁾ De fait, l'État gère les intérêts généraux du Capital national et épouse totalement ceux des fractions les plus fiables de la bourgeoisie. C'est donc lui qui établit le cadre dans lequel les lobbies agissent et dont ils ne sauraient s'affranchir.

Cette tendance totalitaire des États modernes est générale; plus l'économie nationale connaît de difficultés, plus l'État capitaliste doit s'impliquer dans sa défense et sa gestion. Engels, au XIX^e siècle, définissait l'État comme "le capitaliste collectif en idée",⁽⁵⁾ ce qui résume très clairement ce qu'il est en effet aujourd'hui. Que l'État soit un lobbyiste particulièrement puissant n'a donc rien d'étonnant: lui aussi, pour défendre ses intérêts et ceux de l'économie nationale, doit agir en coulisses et défendre ses intérêts de façon inavouable. Les multinationales ne sont absolument pas indépendantes des États qui les défendent, elles agissent aussi pour le compte du Capital national: quand Boeing ou Airbus rivalisent pour un marché, ils ont chacun leur État pour les soutenir. Toutes les ventes d'armes, de matériels dits "sensibles" parce que technologiquement évolués, tous les appels d'offres internationaux fonctionnent ainsi; lorsque les industries anglaises de l'armement se trouvent prises en flagrant délit de ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, alors que ces armes servent en ce moment même à assassiner des civils dans la sale guerre du Yémen, il se trouve évidemment un tribunal britannique pour expliquer que ce massacre n'étant pas "une stratégie délibérée (...), la vente d'armes britanniques à l'Arabie Saoudite est donc légale et peut continuer".⁽⁶⁾ Macron a lui aussi refusé d'arrêter les ventes d'armes françaises à l'Arabie, pour lesquelles la France est en concurrence non seulement avec Londres, mais aussi avec Berlin.

Ce sont bien les États qui décident des transactions les plus importantes entre nations, depuis les ventes d'armes jusqu'à l'attribution des jeux olympiques ou de la Coupe du monde de football!

Lobbies contre démocratie, un mensonge contre la conscience de classe!

La question n'est cependant pas qu'économique, car si la bourgeoisie accepte très bien de fonctionner en groupes concurrents, ce n'est pas le cas de la classe ouvrière, et

sur ce point, comme sur d'autres, la bourgeoisie utilise ses propres turpitudes pour brouiller la conscience de la classe ouvrière; "la bourgeoisie essaie de nous rejouer le même air qu'au début des années 1990 où, en pleine récession, elle rejetait la responsabilité de celle-ci sur les fractions libérales jusque-là au pouvoir dans les plus grands pays industrialisés. Elle doit absolument trouver des thèmes de mystification présentant aux exploités une prétendue alternative, au sein du système, afin de limiter les possibilités de remise en question de celui-ci. Ainsi, afin d'éviter que l'aggravation de la crise et des attaques ne favorisent au sein de la classe ouvrière une remise en cause en profondeur du système, les fractions de gauche et d'extrême gauche de la bourgeoisie cherchent à intoxiquer la conscience des prolétaires en proclamant que des solutions sont possibles en redonnant notamment à l'État un rôle plus central que le libéralisme lui aurait prétendument confisqué. Or, c'est justement l'État lui-même, qu'il soit géré par des partis de droite ou de gauche, qui orchestre les attaques les plus massives depuis la fin des années soixante. C'est dans le but de masquer cette réalité qu'on tente aujourd'hui de raviver l'illusion que plus d'État, c'est, malgré tout, plus de justice et de social".⁽⁷⁾

En se faisant passer pour une entité politiquement neutre dans la société, garante de la stabilité politique et du respect impartial des règles et des lois qui régissent l'ordre social, l'État cherche donc à se défaire de ses décisions les plus impopulaires auprès de la classe ouvrière. Pour cela les lobbies sont un bouc-émissaire rêvé: agissant dans l'ombre auprès des "représentants du peuple" élus démocratiquement, utilisant toutes les ressources de la persuasion, de la corruption et de la menace pour parvenir à leurs fins, les lobbies représentent en apparence une antithèse de l'ordre démocratique sous lequel la bourgeoisie nous présente son ordre social, ouvert, transparent et fruit de la "volonté populaire". La classe dominante ne cesse de nous faire croire que l'État serait sous la coupe des lobbies, lesquels pourraient représenter une "menace pour l'ordre démocratique tout entier". C'est le sens de la publicité constante que leur fait l'État à travers ses médias (d'Élise Lucet, avec son émission "Cash Investigation", au journal satirique *Le Canard enchaîné*): il faudrait aider nos élus à défendre la démocratie contre les lobbies! De fait, il s'agit de pousser les "citoyens consommateurs" à défendre la démocratie, donc l'État bourgeois, face aux lobbies "anti-démocratiques", de soutenir les élus du peuple contre les groupes de pression défendant des intérêts privés.

C'est d'ailleurs tout le sens du soutien des médias aux ONG, considérées comme de "bons" lobbies, face aux intérêts commerciaux et d'entreprises, qui seraient les "méchants". ATTAC, par la plume de l'économiste Maxime Combes, nous en donne un exemple: "Dénoncer leurs poids [des lobbies] revient à dire que notre processus démocratique est pollué par des agents pathogènes qu'il faudrait à minima encadrer et contrôler pour éviter les abus".⁽⁸⁾

Mais quand un acteur quelconque dénonce un scandale (par exemple celui, connu de longue date, d'importation dans l'UE de faux miel chinois),⁽⁹⁾ c'est régulièrement l'État lui-même qui l'étouffe ou empêche qu'on y mette fin, tout simplement parce que l'État défend... le Capital national et pas les intérêts des consommateurs, qui sont majoritairement des ouvriers: "Donc l'industrie fait du lobby, paie des experts, et, au final, des lois sont faites sur mesure pour l'industrie. C'est un système de corruption organisé, qui est accepté par les politiques, voire encouragé, parce qu'il y a beaucoup de retombées financières".⁽¹⁰⁾

7) "L'État, dernier rempart du capitalisme", *Révolution internationale* n° 339 (octobre 2003).

8) "Faire en sorte que les lobbies ne gagnent pas toujours à la fin", *Le Monde* (30 mai 2018).

9) "Les grands industriels fabriquent des produits pollués, nocifs et le cachent", *Le Monde* (2 janvier 2019).

10) *Idem*.

Les lobbies sont les enfants naturels du capitalisme et de la concurrence

L'idée que les lobbies seraient une anomalie, un "agent pathogène" pour reprendre l'expression de M. Combes, est absolument mensongère: produit de la concurrence, les lobbies sont un élément parfaitement normal du capitalisme et de son fonctionnement. Ils existent d'ailleurs depuis que le capitalisme est devenu dominant, il suffit de se souvenir de l'affaire Raffalovitch⁽¹¹⁾ autour des emprunts russes, des chèques du Canal de Panama ou du "lobby colonial" de l'Assemblée nationale pour s'en convaincre.

Lorsque la bourgeoisie incrimine les pressions de groupes privés sur la direction des affaires politiques et économiques, notamment le sacrifice des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière dont les lobbies feraient peu de cas, il s'agit de dédouaner l'État, mais aussi le capitalisme tout entier, de leur responsabilité dans la politique anti-ouvrière qui est menée dans tous les pays.

Cette responsabilité est totale: il est tout aussi impossible d'éradiquer

11) Arthur Raffalovitch est un économiste et diplomate russe qui a soudoyé des journalistes et des directeurs de médias français afin qu'ils publient des articles favorables au placement en France d'emprunts russes entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle.

les lobbies qui sont un produit du fonctionnement du capitalisme que de faire disparaître la concurrence du système capitaliste. Les lobbies, comme les "patrons-voyous" ou les politiciens corrompus, ne sont rien d'autre que le produit de la concurrence capitaliste. Du reste, les politiciens admettent sans trop de difficultés que les lobbies ont leur utilité: "Il ne faut pas non plus fantasmer sur des lobbies. Je considère qu'il est normal qu'il y ait des groupes de pression qui fassent entendre les intérêts privés (...), après, c'est le Parlement qui tranche en toute transparence".⁽¹²⁾

Aussi, quand les directeurs de Greenpeace en France et en Allemagne nous expliquent dans l'article: "La France et l'Allemagne doivent montrer l'exemple et se libérer de l'emprise du lobby des multinationales"⁽¹³⁾ que "c'est bien de cela dont il s'agit, créer une nouvelle Union européenne soucieuse avant tout de l'intérêt général des populations, plus solidaire envers toutes et tous et respectueuse de l'environnement. Une Europe plus accueillante et juste, moins au service des multinationales et du monde de la finance", c'est pour nous faire oublier que les multinationales autant que les États sont d'abord

12) "Glyphosate: Stéphane Travert dément tout lien avec les lobbies après la fuite d'un amendement", *Le Monde* (25 mai 2018). Travert est ancien Ministre de l'Agriculture et actuel député français.

13) *Le Monde* (13 juillet 2017).

et avant tout au service du capitalisme et qu'ils en observent les règles. Ce ne sont pas les multinationales qui créent l'exploitation ni même les États, mais ce sont eux qui en vivent.

Loin d'être une anomalie dans le capitalisme décadent, les lobbies en dévoilent au contraire et de la façon la plus crue tout le fonctionnement: engagés dans une compétition à mort du fait d'un marché mondial saturé, les États soutiennent des groupes d'influence qui leur sont favorables, ce qui leur permet aussi de masquer qu'ils sont les donneurs d'ordre et les principaux acteurs du lobbyisme.

Ce ne sont donc pas tels ou tels bourgeois qui détourneraient la démocratie à leurs propres fins en défendant leurs intérêts à travers les lobbies, c'est le système capitaliste comme un tout et la concurrence qu'il génère qui fabriquent les lobbies. Cela se retrouve à tous les niveaux des relations internationales et même au sein d'un État national où les bourgeois se livrent une concurrence féroce.

En définitive, les lobbies ne sont pas un phénomène dont on peut se débarrasser sans détruire le capitalisme; il revient à la seule classe qui ne vit pas de la concurrence, mais qui la subit tous les jours et a donc intérêt à la détruire, d'en finir avec le capitalisme décadent qui ne génère que la misère, la destruction et la corruption.

Sven, 2 janvier 2019

ANNIVERSAIRE DE MICKEY

Une souris exploitée depuis 90 ans par le capitalisme

Icône du cinéma et de la bande dessinée, Mickey, la petite souris créée par Walt Disney en 1928, fête ses 90 ans. C'est pendant la Grande Dépression que le personnage devient populaire aux États-Unis et dans le monde entier. Alors que la crise économique et le chômage de masse frappent la planète, Mickey, avec son optimisme à toute épreuve et ses traits attachants, divertit l'Amérique.

Dès son plus jeune âge, Mickey est exploité par l'industrie cinématographique: il n'a que 2 ans lorsque Walt Disney l'envoie sur les routes comme représentant commercial, contraint de vendre toute sorte de jouets, de livres, de tasses... Car la souris doit aussi son succès à la création du *Mickey Mouse Club* où se côtoient événements commerciaux et scoutisme. En 1932, plus d'un million d'enfants reçoivent leur carte de membres leur permettant d'obtenir "réductions" et "avantages" pour l'achat de produits dérivés.

Dès 1929, Disney cherche à faire de Mickey un soldat. Dans *The Barnyard Battle*, la souris interprète une jeune recrue de la guerre entre les souris et les chats coiffés d'un casque à pointe allemand. Heureusement, contrairement à d'autres personnages du studio, Mickey, trop gentil, ne s'engage pas dans la Seconde Guerre mondiale. Walt Disney lui préfère d'autres personnages plus brutaux pour ses films de propagande, notamment Donald Duck (qu'il ne faut pas confondre avec un autre Donald, bien que la ressemblance est frappante). Donald reçoit son avis d'incorporation en 1942 dans *Donald Gets Drafted* et devient soldat dans pas moins de neuf films! La production des Mickey est stoppée la même année; la petite souris est au chômage. C'est Minnie, sa fiancée, qui rapporte de quoi manger à la maison. Walt Disney l'oblige, en effet, à contribuer à l'effort de guerre dans *Out of the Frying Pan Into the Frying Line*, un film de propagande dans lequel elle apprend aux enfants à faire des munitions pour le front à partir d'huile de friture.

Après la Guerre, Mickey retrouve son emploi de VRP et devient, avec d'autres marques emblématiques, un symbole de la puissance économique



Dessin : Loïc Verdier

et culturelle des États-Unis. Emblème de la *Walt Disney Company*, il est si efficace que le petit studio se métamorphose en colosse international du divertissement assis sur un chiffre d'affaires annuel de près de 60 milliards! Dessins animés, films, livres, bandes dessinées, parcs d'attraction, vêtements, dentifrices... Mickey est partout, omniprésent jusque dans l'éducation des enfants.

Naturellement, les enfants, bercés dès le plus jeune âge par la souris aux grandes oreilles, rêvent tous de partager un peu de la féerie de l'univers de Mickey. Quoi de mieux alors que de visiter son "royaume enchanté", celui de *Disneyland*, particulièrement pendant cette période de fêtes de fin d'année où le parc d'attraction se revêt d'un manteau blanc et chatoyant? D'après le slogan, *Disneyland* est l'endroit "où la magie prend vie"... la magie du capitalisme surtout! La direction du parc n'hésite pas à déguiser ses employés, embauchés avec des contrats ultra-précaires, en les faisant passer pour Mickey et ses amis. Derrière le déguisement, de

vrais danseurs de 25 ou 30 ans, ayant rêvé de monter sur les planches, se retrouvent, contre un SMIC, sur le trottoir pour la parade.

La pauvre souris est, par ailleurs, mise à contribution pour soutirer le maximum de fric aux visiteurs. Entre le billet d'entrée, la nuit d'hôtel, les repas (il est interdit d'apporter sa nourriture et ses boissons) et les boutiques de souvenirs, la plupart des familles ouvrières sont contraintes d'économiser une année entière pour arperner le "royaume enchanté" du Capital où tout est prétexte à amasser de l'argent. Quant aux enfants des familles les plus pauvres, la "magie de Noël" restera bien sûr inaccessible, à moins que "papy" et "mami" profitent de la diminution de la CSG sur leur pension de retraite pour leur offrir un ticket.

Mickey, lui, malgré ses 90 ans, n'a pas encore droit à la retraite. Il paraît qu'avec sa période de chômage de longue durée dans les années 1940, il n'a pas encore suffisamment cotisé.

DL, 23 décembre 2018

Une voix de classe au Moyen-Orient

Fin décembre 2018, le romancier israélien, Amos Oz, décédait à l'âge de 79 ans. En plus d'être un écrivain reconnu de romans relatant l'histoire troublée du nouvel État israélien, il était également un critique acerbe de la montée de sa politique militariste. En 1967, au milieu de l'euphorie qui a fait suite à la Guerre des Six Jours, Oz fut l'un des rares à avoir mis en garde contre l'influence de la corruption morale qu'entraînerait sur la société israélienne l'occupation de territoires en Palestine. Il a plaidé pour la fin immédiate de l'occupation et la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Ce point de vue a pu sembler radical pour la bourgeoisie de l'époque, mais il a été rapidement intégré dans l'opinion publique et a été au cœur des Accords de Camp David en 2000.

À l'ère du populisme débridé, cependant, même cette proposition qui apparaît désormais "modérée" au yeux de la bourgeoisie semble totalement "utopique". L'aile droite du gouvernement Netanyahu, qui a tout mis en œuvre pour empêcher tout pourparlers en vue de la formation d'un État palestinien, fait face à une pression croissante des personnes les plus à droite qui revendiquent ouvertement un "Grand Israël" (une solution à un État, qui entraînerait certainement la déportation en masse de la population palestinienne arabe). Cependant, le mouvement nationaliste palestinien est de plus en plus dominé par des factions islamistes qui ne veulent rien de moins que la destruction militaire de l'État sioniste, une solution qui entraînerait inévitablement la déportation massive d'une autre population : celle des Juifs israéliens.

Dans cette atmosphère de plus en plus toxique, nous ne pouvons que nous réjouir de la parution d'un article qui est l'une des rares expressions d'un point de vue véritablement internationaliste dans une zone du monde où le poids du nationalisme est extrêmement lourd. L'auteur de l'article épouse la position marxiste selon laquelle tous les conflits nationaux et les campagnes idéologiques, à l'époque du capitalisme en déclin, sont devenus réactionnaires, et n'hésite pas à soutenir que la seule façon de sortir du piège créé par l'impérialisme en Israël-Palestine est l'unification des ouvriers palestiniens et israéliens sur une base de classe, conduisant à une révolution prolétarienne contre tous les États bourgeois. Le camarade appelle à juste titre à la formation d'un Parti révolutionnaire qui défendrait cette perspective. Nous défendons que cela sera possible seulement dans le cadre d'un développement international de la lutte, dans lequel la classe ouvrière, surtout dans les principaux centres du capitalisme mondial, sera capable de se réapproprier son projet historique : l'instauration de la société communiste. De la même manière, il est plus que probable que toute unité durable entre les ouvriers israéliens et palestiniens ne sera possible que dans le contexte d'une reprise de la lutte de classe à l'échelle internationale, dans un mouvement qui sera capable de repousser les vagues de nationalisme et de xénophobie. Ces dernières années, ces vagues ont connu une montée en puissance, et particulièrement en Israël-Palestine, du fait de l'histoire particulière de cette région.

Cependant, l'apparition d'une minorité, même infime, proposant une alternative prolétarienne au Moyen-Orient constitue un lien extrêmement important pour l'avenir révolutionnaire, qui est toujours possible et plus que jamais nécessaire.

CCI

LES prochaines élections législatives en Israël, qui auront lieu en avril 2019, seront marquées par l'instabilité de l'État sioniste. La décision du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, d'appeler à des élections anticipées montre l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement de Tel Aviv. Outre la décision attendue du procureur général israélien d'inculper Netanyahu pour corruption et fraude, le régime sioniste est aussi confronté à une terrible crise économique et politique.

Au niveau économique, la classe ouvrière subit une grave détérioration de ses conditions de vie et de sa capacité à supporter le coût de décennies d'occupation militaire. Le système de santé et d'éducation est sous-financé, le coût des produits de première nécessité et des services augmente sans arrêt et de nombreuses catégories parmi les travailleurs pauvres du pays sont incapables de faire face à leur situation économique précaire. De plus, 20% des israéliens vivent dans la pauvreté et cette société est l'une des plus inégalitaires en Occident.

Sur le plan politique, Israël est mis au défi par les factions palestiniennes armées en Cisjordanie et à Gaza, qui résistent aux forces d'occupation israéliennes. La frontière sud est instable, suite aux incursions continuelles des militants islamiques de la Hamas qui tentent de faire progresser la résistance armée près de la barrière de séparation; les militants islamiques lancent des missiles contre la population israélienne dans le sud et creusent des tunnels afin d'attaquer l'armée. Sur la frontière nord, Israël mène des attaques contre les bases iraniennes des "Gardiens de la Révolution" en Syrie. De plus, une nouvelle guerre entre les forces israéliennes et le Hezbollah est plus que jamais imminente. Soutenu par l'administration américaine, Israël mène une politique agressive sur ses frontières pour faire tomber les islamistes à Gaza (l'enclave fait face à une situation humanitaire terrible, suite au blocus israélien) et chasse les miliciens iraniens hors de Syrie (de peur que ceux-ci n'aident le Hezbollah lors d'une future guerre).

La situation du régime israélien témoigne de son instabilité et de la crise en cours. En tant qu'État ségrégationniste, Israël cherche à maintenir les conditions dans lesquelles la classe ouvrière continuera à payer le prix pour l'occupation et l'agressivité militaire du pays, tout en acceptant la gestion capitaliste de l'économie par le gouvernement. La classe dominante israélienne, qui combat le mouvement nationaliste *Boycott, Désinvestissement et Sanctions* (BDS), est aidée pour cela par les populistes de droite et les dirigeants fascistes de l'étranger; elle opprime les masses afin de préserver le projet de colonisation sioniste. Il y a beaucoup de travailleurs et de jeunes israéliens qui ne veulent pas accepter plus longtemps les conditions israéliennes d'oppression nationale et la cruelle exploitation capitaliste. Quelques-uns sont déjà mobilisés dans les partis d'opposition israéliens au gouvernement, même si ces partis sont au service des élites israéliennes.

L'absence d'alternative politique

Le système politique israélien est fragmenté et fragile. Les partis politiques de droite sont traditionnellement organisés autour du *Likoud*, dirigé par le Premier ministre, Netanyahu.

Cependant, même au sein des partis de droite qui dirigent le pays, il y a des scissions et des crises. Alors que la plus importante faction politique à la *Knesset* est le *Likoud*, une formation ultra chauvine et néo-libérale qui s'est créée en 1973, il existe d'autres partis, plus petits que le *Likoud*, dont la politique est encore plus nationaliste et chauvine. Ces partis poursuivent des politiques dont le but est la constitution du "Grand Israël", duquel les palestiniens seront chassés. La seule faction politique "centriste" qui ait rejoint la coalition de Netanyahu a été formée par d'anciens membres du *Likoud*. Cependant, cette faction a collaboré avec Netanyahu et la droite politique en poussant l'économie du pays dans un capitalisme extrême.

Les partis qui constituent l'opposition à Netanyahu ne sont pas homogènes en termes de politique et d'idéologie. Parmi eux, on trouve le *Parti travailliste*, auquel la plupart des israéliens ne font pas confiance, à cause de sa politique opportuniste et social-chauvine; on trouve aussi

le petit parti social-démocrate et sioniste *Meretz*, dont la base électorale politique est étroite. Les *Palestiniens d'Israël* sont représentés sur une liste commune de partis politiques nationaux dans laquelle le *Parti Communiste* stalinien joue un rôle central. Le problème de ce bloc de centre-gauchisants n'est pas juste son hétérogénéité sur le plan politique, mais réside dans le fait qu'aucun d'eux ne propose de perspective à la classe ouvrière israélienne ou palestinienne. Ni les factions pseudo-gauchistes sionistes, ni les partis arabes et communistes antisionistes ne proposent un moyen pour sortir des décennies d'occupation, de capitalisme brutal et de crise sociale permanente.

Cette situation est regrettable, mais compréhensible, dans la mesure où Israël, en tant qu'État conquérant, continue à coloniser les masses palestiniennes. Le problème de l'occupation israélienne joue un rôle central dans la politique du pays. Alors que la droite politique souhaite intensifier l'occupation et la colonisation, la

pseudo-gauche politique met en avant la solution à deux États mort-nés dans laquelle une sorte de Bantoustan palestinien serait établi le long d'Israël. Alors qu'il existe un fort désir au sein des masses, de voir la fin de ce conflit sanglant, la droite prospère et répand son chauvinisme radical et son nationalisme empoisonné afin de diviser la classe ouvrière selon les frontières nationales. La pseudo-gauche ne suggère rien d'autre qu'une solution basée sur l'ordre impérialiste dans lequel le système capitaliste continuera à opprimer les masses et à les exploiter. En l'absence d'alternative à plus de cent ans de conflit sanglant, le nationalisme s'épanouit et le chauvinisme continue d'empêcher tout changement vers une réelle réconciliation entre les travailleurs israéliens et leurs homologues palestiniens.

La solution à un État

La nouvelle tendance au sein de quelques cercles gauchistes est l'idée d'un État bi-national Israël/Palestine, État qui attribuerait

l'"auto-détermination" aux deux nations. Cette idée est en train de devenir populaire dans le milieu radical, car elle exprime son désespoir quant à la possibilité de construire deux États-nations indépendants en Palestine. Cependant, le slogan de l'"auto-détermination" n'est pas satisfaisant : à l'époque de l'impérialisme et de la décadence du capitalisme, la revendication de l'auto-détermination implique l'établissement d'un régime bourgeois. Du point de vue de la classe ouvrière, l'idée de construire un État bourgeois est une impasse en termes de lutte de classe. Outre le fait qu'appeler à l'"auto-détermination" à l'intérieur du capitalisme constitue une illusion risquée pour l'ordre bourgeois, il en résulte aussi une situation dans laquelle la classe ouvrière n'est pas différenciée de la bourgeoisie nationale. Dans cette situation, il y a un clivage dans la classe ouvrière, selon les frontières nationales. Les révolutionnaires, dans les pays où le prolétariat existe et est capable

(suite page 4)

"TRANSITION ÉCOLOGIQUE"

Un alibi pour attaquer les ouvriers en continuant de détruire la planète

La mesure phare de la "transition écologique" du gouvernement Macron, qui prévoyait l'augmentation des taxes sur le diesel, prétendument pour lutter contre la pollution aux particules fines, a déclenché un vent de colère dans toute la population. Avec cette énième attaque, la population a vu "jaune" et a exprimé son ras-le-bol de la précarité et de la pauvreté croissante en bloquant les ronds-points et les péages. Face à cela, quelle fut la première réponse de Macron? Rien de moins que la culpabilisation cynique : "Les mêmes qui râlent sur la hausse du carburant, réclament aussi qu'on lutte contre la pollution de l'air parce que leurs enfants souffrent de maladies"; "Vouloir traiter l'urgence sociale en renonçant à l'ambition écologique, c'est maintenir les Français dans une mauvaise situation". Autrement dit, si les petites-gens préfèrent "regarder leur nombril" et leurs "fins de mois", le gouvernement, lui, s'occupe avec son "grand cœur" de l'avenir de la planète et de l'humanité. Quelle ignoble hypocrisie!

La vérité, c'est que le capitalisme, les ravages du profit et le pillage industriel génèrent les catastrophes et la destruction de la planète. C'est ce système économique barbare qui fait que sept millions de personnes meurent tous les ans à cause de la pollution de l'air, notamment les particules fines (selon une étude de l'OMS publiée en 2018). Les émissions de CO₂ contribuent au réchauffement climatique et entraîneront dans leur sillage une montée des eaux d'un mètre d'ici 100 ou 200 ans selon la NASA, des inondations de terres habitées ou agricoles (comme au Bangladesh ou au Pays-Bas), des phénomènes climatiques

dévastateurs. Tout cela conduit à de véritables drames humains comme des déplacements de population, le développement des famines, l'éclosion des maladies, la disparition des forêts telles que l'Amazonie d'ici 2150 ou les forêts primaires brésiliennes d'ici 2070! Ces quelques exemples montrent bien que la bourgeoisie continue de régner en maître absolu, d'exploiter les hommes et la nature pour son seul profit. Si la classe ouvrière est incapable d'offrir une autre perspective, l'état de la planète va empirer au point de devenir invivable pour tous les grands mammifères, l'espèce humaine comprise.

La bourgeoisie a bien conscience qu'elle doit faire un minimum pour préserver notre environnement. Elle sait que le changement climatique est à terme une entrave à la production, que les dégâts provoqués coûtent chers, que les déplacements de population à venir vont être sources de conflits et de dépenses.

Incapable de limiter "la casse", elle se console au mieux en tentant d'amuser la galerie avec ses COP 21, 22, 23 et COP 24. Mais justement, lors de ces réunions internationales au sommet, toute la nature destructrice du capitalisme ressort : chaque État y lutte âprement pour défendre l'intérêt de sa nation, les règlements écologiques deviennent des armes de guerres commerciales pour favoriser le développement de tel pays ou entraver celui de tel autre. Les États-Unis veulent limiter la pollution... chinoise. L'Europe... la pollution américaine, etc. À bas le diesel! À bas le charbon! À bas la déforestation! À bas le nucléaire! Selon que le principal concurrent exploite le pétrole, le charbon, le

bois ou l'atome fissuré. Très loin d'une quelconque préoccupation écologique, ces négociations sont un autre moyen de maintenir les tensions impérialistes pour chaque grande puissance. L'avenir de la planète et de l'humanité n'a pas sa place ici. Hors des caméras ne reste que la défense des sordides intérêts nationaux. Un seul exemple : tous les gouvernements s'inquiètent du réchauffement climatique et de la fonte des pôles, et tous ces mêmes gouvernements en même temps fourbissent leurs armes, affûtent leurs arguments légaux et diplomatiques, appareillent leurs bateaux pour participer à la course à l'exploitation des nouvelles voies maritimes et aux nouvelles ressources "enfin" libérées des glaces.

La bourgeoisie française et son État ne font pas exception. Aujourd'hui, Macron se drape de vert pour justifier ses taxes. Il pointe du doigt les "gauchistes réfractaires" et insensibles à l'avenir de la planète. Pendant ce temps, pour maintenir la compétitivité de l'agriculture française, des tonnes de glyphosate et autres désherbants, pesticides sont déversés partout. Et la "population égoïste" de développer cancer, troubles endocriniens et autres joyeusetés. Quid des grandes entreprises françaises : Total, L'Oréal, Danone pourtant parmi les plus grands pollueurs et empoisonneurs de la planète? Sans parler de l'un des secteurs de pointe de la nation française : l'armement. Quoi de mieux pour l'humanité et la nature que de vendre à travers le monde mines, bombes, avions de guerre, quand ce n'est pas directement l'armée française qui déverse ses tapis de bombes au nom de la défense des valeurs

démocratiques et du drapeau tricolore dans ses "missions de paix".

Mais la bourgeoisie française pousse le vice encore plus loin. Même ses actes dits écologiques, officiellement pour financer la "transition" ne sont que pure escroquerie. Les recettes de la principale taxe écologique (TICPE ou taxe carbone) sont en réalité versées pour moitié dans le budget de l'État et il est impossible d'identifier ce qu'elles financent. Comme le rappelait le rapporteur de la commission des Finances du Sénat, le 7 novembre : "il n'est pas honnête de dire que la TICPE aidera les Français en matière de conversion énergétique". Ainsi donc, même les euros volés sur le dos des plus pauvres au nom de la transition écologique n'iront pas... à la transition écologique! Pire, dès la création de cette taxe, il était prévu qu'elle serve à financer le CICE, crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi, à l'attention... des entreprises, y compris les plus polluantes. Décidément, oui, comme l'affirmait une banderole de la marche pour le climat du 8 décembre à Paris : "Fins du monde, fins de mois. Mêmes coupables, même combat". Mais cela, à condition de bien comprendre que le vrai coupable est le capitalisme.

Près de trente ans après la signature du protocole de Kyoto, après vingt-quatre conférences des parties (COP), tous les indicateurs environnementaux sont au rouge. Les exploités ne doivent pas se faire berner : le sort de l'humanité et de son environnement est uniquement dans les mains de la classe ouvrière.

Elise, 6 janvier 2019

Seul le prolétariat peut arrêter la barbarie du capitalisme en décomposition

Les phénomènes migratoires qui se produisent actuellement dans différents pays d'Amérique latine, ainsi que dans d'autres parties du globe, sont le résultat direct de l'incapacité de la bourgeoisie, en tant que classe dominante, à garantir les conditions de vie de millions d'êtres humains sur la planète. Enfoncée jusqu'au cou dans le bourbier de la crise économique mondiale, elle ne peut rien faire d'autre que ce qui est dans sa nature de classe exploiteuse : plonger le prolétariat et les autres couches non exploiteuses de la société dans la souffrance et la misère, afin de maintenir à flot son système pourri.

En ce moment-même, des groupes de migrants du Honduras marchent en direction de Veracruz (au Mexique) et de la frontière des États-Unis, où ils seront accueillis par l'armée aux abords des dites frontières, cadeau de bienvenue de Trump. Les milliers de personnes qui viennent du Honduras et des autres pays d'Amérique centrale continuent leur traversée, fuyant la misère et la violence de leur pays natal, pour affronter de nouvelles formes de violence et de misère dans leur prochaine destination. Parce que personne n'échappe à la misère et à la violence que le capitalisme offre dans la phase la plus sévère de sa décadence, ce que nous appelons la décomposition. Il en va de même pour les ouvriers du Nicaragua, du Venezuela, du Maroc, de la Syrie, de la Birmanie et d'autres pays du monde, qui se déplacent en masses désespérées et qui, plus qu'une émigration, est un exode à proprement parler, un phénomène social qui démontre l'aggravation de la décomposition dans divers endroits de la planète.⁽¹⁾

Les migrations expriment l'absence de perspective qu'offre le capitalisme à l'humanité

Rien qu'en 2017, 68 millions de personnes dans le monde ont été forcées de fuir leur foyer, à cause des guerres et des conflits politiques, un phénomène qui s'était déjà produit lors de la Seconde Guerre mondiale. D'après des données du pacte de Marrakech⁽²⁾ de l'ONU sur les migrations, le nombre de personnes en exode forcé au cours des dix dernières années s'élève désormais à 260 millions, ce qui représente 3,4% de la population mondiale. Des pays comme la Syrie et l'Afghanistan comptent déjà plus de six millions de migrants, le Soudan du Sud et la Birmanie les comptent également par millions, et la guerre civile au Yémen a, quant à elle, déraciné plus de trois millions de personnes et fait quelque 10 000 morts.⁽³⁾ Ce qui est à l'origine de cette diaspora qui cherche à fuir la misère, le chaos et la mort, c'est la barbarie sans fin que produit le système capitaliste.

Ces phénomènes migratoires sont l'expression de la déstabilisation de la bourgeoisie dans tous ces pays, où une grande partie de la population active tente d'échapper à la misère et au drame qu'elle affronte chaque jour. La violence et l'hyperinflation au Venezuela, la violence des *Maras*⁽⁴⁾ et la pauvreté qui touche les travailleurs Honduriens sont des exemples de ce qui se passe au niveau social et politique dans ces pays. Leur bourgeoisie, ne pouvant pas imposer à l'ensemble de la société son dessein et ses intérêts sans rencontrer de difficultés, se retrouve ébranlée et agitée à tous les niveaux, dans un chaos politique qui se traduit souvent par des conflits d'intérêts entre les différentes factions de la bourgeoisie locale, la corruption

généralisée et la violence.

Les États capitalistes, dans ces pays frappés par les crises et les dictatures politiques depuis plusieurs années, cherchent constamment à appauvrir les conditions de vie des ouvriers, attaquant les salaires et le niveau de vie. Ajouté à des politiques gouvernementales populistes de gauche et de droite ou bien à des dictatures militaires extrêmes, tout cela engendre un terrain propice à la bombe à retardement dont les exodes d'ouvriers, dont nous sommes témoins aujourd'hui, sont une des nombreuses manifestations.⁽⁴⁾

Bien que l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir au Brésil, après plusieurs gouvernements de gauche, se manifeste sur un autre plan (le gouvernement et l'appareil politique de la bourgeoisie), ce populiste de droite a réussi à combler le vide laissé par la corruption et l'échec des gouvernements précédents. La situation au Pérou montre également des niveaux de corruption sans précédents, ce qui a déstabilisé la bourgeoisie de ce pays.

Cette situation a immédiatement engendré des attaques envers la classe ouvrière, rendant les conditions de travail d'une grande partie de la population de plus en plus précaires, et aggravant la violence sous toutes ses formes. De même, en Équateur, la confrontation violente entre les autorités, les autochtones et les migrants vénézuéliens, a montré que la bourgeoisie équatorienne était incapable d'apporter une solution à ce problème. Dans la même veine, au Venezuela, continue de se développer une hyperinflation titanesque qui a déjà poussé 4 millions de personnes désespérées à fuir la faim et la violence de ce pays. Face à cela, les États n'ont pas d'autre choix que d'augmenter les restrictions d'accès à leur sol, qu'ils appellent "le contrôle aux frontières".

À cela s'ajoute l'idéologie de la xénophobie qui commence à se développer, comme en Équateur et au Pérou. Cette idéologie, a plus ou moins été alimentée par les opinions populistes et de droite, provenant de groupes de citoyens et des fronts politiques.⁽⁵⁾ Mais la xénophobie n'est pas associée à certains partis ou tendances politiques (elle n'est pas apparue avec Trump ou Bolsonaro par exemple), elle émane d'une forme d'aliénation produite par une société qui vit de l'exploitation du travail humain.

D'ailleurs, le Nicaragua, le Honduras et l'Amérique centrale connaissent le même sort. Des centaines de travailleurs et leurs familles fuient leur lieu d'origine, motivés par la peur et la faim imposées par les États de ces pays et par la violence de leurs pairs, les *"Maras"*, notamment la *Mara Salvatrucha*,⁽⁶⁾ gangs criminels qui contrôlent les villes et rues de ces pays (et des autres pays) d'Amérique centrale. Dans certains cas, cette violence sans limites, qui se développe sur deux fronts, sert très bien les intérêts des factions les plus stables des bourgeoisies locales, tandis que dans d'autres, elle leur échappe totalement, accélérant l'effondrement de la société et forçant la classe ouvrière à s'échapper de ce cercle vicieux de la misère.

Le capitalisme, dans sa phase aggravée de décomposition, plonge les migrants dans la barbarie

Alors que la décomposition sociale du capitalisme s'accélère, la classe ouvrière doit faire face à la peur, la faim et au désespoir. Les conditions de pauvreté qui ont touché, de manière historique, certaines couches de la

classe ouvrière dans diverses régions du globe, comme en Amérique centrale, peuvent pousser une partie du prolétariat dans le désarroi à réagir de façon désespérée. Cependant, ce scénario ne doit pas nous tromper; le prolétariat, même face à ces difficultés, n'a perdu ni sa combativité, ni sa capacité à développer sa conscience de classe révolutionnaire. Il est vrai que toute cette situation ceinturée par la décomposition engendre une tendance à l'effondrement de toutes les sociétés de la planète, menaçant d'entraîner la classe ouvrière et l'humanité toute entière dans un chaos total, de mort et de destruction. Dans ce contexte, seul le prolétariat est capable de devenir un référent politique pour le restant des couches non exploiteuses de la société, en proposant, sur une base autonome, solidaire et internationale, le dépassement des rapports de production capitalistes. Pour mener à bien cette mission historique, le prolétariat a besoin de son avant-garde, une organisation politique prolétarienne mondiale, composante de l'effort du prolétariat pour développer sa conscience politique, défendant constamment les intérêts de la classe ouvrière, et qui soit également capable de mettre en garde le prolétariat contre les dangers et les difficultés qu'il rencontre dans sa lutte pour se réaffirmer comme seule classe révolutionnaire et internationale. Cela afin d'agir de manière organisée et unie contre le bombardement idéologique permanent des serviteurs du capital, contre le terrorisme et la terreur que certaines factions de la bourgeoisie utilisent pour faire taire les tentatives de révolte des ouvriers.

En ce sens, le prolétariat ne doit pas succomber au chant des sirènes populistes de gauche ou de droite, ni tomber dans le défaitisme des classes moyennes démoralisées, ni dans la confusion et le piège tendu par certaines factions des bourgeoisies régionales, principalement vénézuéliennes, qui consiste à présenter l'origine de ces

migrations ainsi que l'accentuation de la faim et de la pauvreté à laquelle il fait face, comme le résultat "de l'application du modèle communiste". En réalité, c'est le capitalisme qui entraîne l'humanité dans sa chute, et face à lui, seul le prolétariat a la capacité, en tant que classe révolutionnaire, unie et internationale, de proposer une perspective concrète afin de s'extirper de ce bourbier en détruisant ce système de misère, d'exploitation et de mort.

Native ou étrangère, la même classe ouvrière

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la classe ouvrière immigrée, contrainte à un exode désespéré, est victime de la barbarie capitaliste, et que cette même barbarie attaque non seulement les migrants, mais aussi l'ensemble du prolétariat mondial; en Amérique du Sud, en Europe, en Asie, etc. Ces exodes dont nous avons été témoins, du Maroc au Nicaragua, du Honduras au Venezuela, ne font que confirmer la barbarie dans laquelle le capitalisme nous entraîne, et témoignent ouvertement des coups portés aux conditions de vie des ouvriers autochtones et étrangers du monde entier.⁽⁷⁾

Dans d'autres pays d'Amérique latine comme au Brésil, en Colombie, en Équateur ou au Pérou, le rejet des migrants s'observe également, en raison d'une situation de crise économique et sociale qui, au milieu d'une compétition féroce pour la survie, provoque des réactions humaines instinctives telles que la peur de perdre son emploi, le nationalisme, donnant elles-mêmes naissance à des idéologies irrationnelles comme la xénophobie, dont les racines se trouvent dans la division de la société en classes, en

7) Voir notre article : "Crise de l'émigration à la frontière hispano-marocaine : l'hypocrisie de la bourgeoisie démocratique".

suite de la page 3

À propos des prochaines élections en Israël

d'une action révolutionnaire, ne peuvent pas se satisfaire d'un appel à l'"auto-détermination".

De plus, défendre le "droit à l'auto-détermination" revient à proclamer ce que seul droit est opposé aux intérêts de la bourgeoisie nationale. Cette position contredit la réalité en Palestine, dans la mesure où les bourgeoisies ne peuvent bénéficier que d'une situation d'économie capitaliste unifiée dans un État. L'intérêt des prolétariats palestinien et israélien est de s'unifier selon une frontière de classe; le nationalisme et l'appel réactionnaire à l'"auto-détermination" constituent une arme dans les mains de la bourgeoisie nationale qui aspire à empêcher la classe ouvrière de réaliser le socialisme. À cela, il faut ajouter le fait que, à l'époque de l'impérialisme, la lutte pour l'indépendance nationale ne peut pas aboutir, dans la mesure où le capitalisme essaie de détruire les États-nations ainsi que leurs économies et de construire un marché mondial à travers le processus de colonisation. La démarche radicale consistant à vouloir retourner à une période où il était possible de construire des États-nations véritablement indépendants est utopique, voire réactionnaire.

Ainsi, l'appel à l'établissement d'un État palestinien au sein de l'ordre capitaliste est en fait un appel pour que la bourgeoisie construise un autre pays capitaliste dans lequel la classe ouvrière sera opprimée et incapable de défendre ses droits contre la classe dirigeante capitaliste. Il existe cependant une infime minorité, essentiellement des groupes trotskistes, qui appellent à la création d'un État socialiste en Palestine, un État-nation aux caractéristiques socialistes, fondé sur le droit des peuples "opprimés" à l'"auto-détermination", à savoir les

palestiniens. Cette distinction entre "opprimés" et "opresseurs" contredit le projet révolutionnaire qui vise à renforcer le pouvoir de la classe ouvrière. Cela brouille les différences de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'unité des masses ne sera réalisée que sur la base de la révolution prolétarienne.

Quelle voie suivre ?

Il y a des appels parmi les gauchistes de telle ou telle chapelle à voter pour tel ou tel parti (les libéraux, les réformistes, les staliniens ou les trotskistes) afin d'empêcher la démocratie bourgeoise israélienne d'être écrasée par le fascisme. Cependant, cet appel reflète la croyance selon laquelle, à l'époque de l'impérialisme, la démocratie bourgeoise serait un véritable régime démocratique et non une pure illusion. Les masses souhaitent voir une démocratie et les fascistes veulent détruire les vestiges de la démocratie bourgeoise. Cependant, l'idée que le fascisme ne triomphera pas si les partis démocrates-libéraux bourgeois gagnent les élections législatives n'est pas seulement une illusion : c'est aussi une stratégie politique afin de réduire le pouvoir de la classe ouvrière en tant qu'agent révolutionnaire. Le fascisme doit être vaincu par les masses par une action révolutionnaire directe et indépendante, et non par ceux qui soutiennent le capitalisme ou le défendent.

Les partis de "gauche" actuels sur l'échiquier israélien ne sont pas différents des autres partis en Europe ou aux États-Unis, dans la mesure où ils défendent l'ordre capitaliste et diffusent des illusions concernant la possibilité de résoudre la question nationale au sein de l'ordre capitaliste. Ils

defendent un ordre en décomposition, un ordre qui est en train d'agoniser. Ces partis ne peuvent pas rassembler les masses autour d'eux, car le prolétariat les méprise et ne fait pas confiance à leurs dirigeants et à leur programme. Le prolétariat a besoin de son propre Parti révolutionnaire, qui mettra en avant le programme communiste; cependant, le jeu suggéré par certains réformistes et staliniens, à savoir la participation au parlement bourgeois et ainsi attendre que la révolution surgisse de nulle part, est faux et trompeur. La mystification de la démocratie bourgeoise découle d'une fausse analyse faite par ceux qui croient fermement dans des notions telles que la "citoyenneté". En fait, dans une société de classes, la seule vraie démocratie, c'est-à-dire la loi du prolétariat, ne sera réalisée que par la révolution prolétarienne. Cette affirmation ne préjuge pas de la proximité (ou pas) de la révolution. Cependant les illusions dans le fait de travailler dans le parlement bourgeois ne permettront pas aux ouvriers de s'émanciper.

Le but de cette analyse n'est pas d'appeler les ouvriers en Israël/Palestine à gâcher leurs votes⁽¹⁾ mais plutôt à s'organiser en un Parti révolutionnaire unifié, basé sur un programme communiste. Le seul moyen de se débarrasser du capitalisme, du nationalisme et des guerres passe par la révolution. Les ouvriers n'ont pas de patrie et doivent donc s'unir pour construire une société communiste.

C'est pourquoi la crise migratoire massive est un symptôme de la décomposition sociale du capitalisme, tout comme l'effondrement systématique des sociétés de la planète et la barbarie sans fin sont des manifestations constantes de ce système pourri. Malgré le fait que beaucoup ont dû émigrer pour survivre, le prolétariat n'est pas vaincu. Il continue de résister aux attaques menées contre ses conditions de vie (au Venezuela, il y a eu près de 11 000 manifestations cette année), comme le font d'autres couches de la population, montrant ainsi son indignation sociale.

En ce sens, nous devons donc continuer à penser que l'unique manière d'échapper à cette terrible situation est la lutte déterminée, unie et internationale du prolétariat. Lui seul pourra guider les autres couches sociales et, de par sa nature de classe et de force sociale internationale, affirmer avant tout que la classe ouvrière, d'ici ou d'ailleurs, reste la même, soulignant ainsi la perspective réelle de surmonter la misère à l'échelle planétaire.

Internacionalismo,
section du CCI au Pérou
13 décembre 2018

1) Voir notre article en espagnol : "Marruecos : protesta contra la barbarie capitalista a los emigrantes".

2) *El Comercio* (26 août 2018).

3) Les *Maras* sont des gangs mafieux principalement impliqués dans des affaires de stupéfiants et dans toute sorte d'activités illicites. Beaucoup sont essentiellement composées d'adolescents. Le meurtre d'innocents fait partie des différentes épreuves d'initiation de certaines *Maras*, notamment la MS13 (*Mara Salvatrucha*). (NdT)

4) Voir notre article : "La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste".

5) Voir notre article en espagnol : "Para luchar contra el racismo hay que luchar contra el capitalismo".

6) La *Mara Salvatrucha*, ou MS, ou encore MS13, est originaire de Los Angeles. Elle est présente dans certaines régions des États-Unis, du Canada, du Mexique, le nord de l'Amérique Centrale (le Guatemala, le Salvador, le Honduras), ainsi que dans le sud de l'Europe (en Italie et en Espagne)

1) Il s'agit ici d'une allusion au fait de vouloir rendre le bulletin de vote nul. Par exemple, en écrivant quelque chose dessus pour l'invalider (NdT).

Le pire est encore devant nous !

De nouveau, à la Une des journaux s'étale la crainte de nouvelles secousses économiques mondiales. "Bourse : les banques européennes signent leur pire performance depuis 2011", "Le moteur cassé du commerce mondial", "Les banques centrales peu armées en cas de nouveau choc", "Crack boursier et crise économique seront-ils au menu de 2019?", etc.

En clair, les conditions de vie et de travail de millions d'êtres humains aux quatre coins du monde vont encore empirer. Vagues de licenciements, réduction du nombre de fonctionnaires, diminution des aides sociales et allocations chômage, détérioration des soins médicaux, appauvrissement des retraités, explosion de la précarité, de la flexibilité et des cadences de travail... tel est le programme de la classe dominante pour les années à venir. En définitive, un scénario similaire à celui de la décennie passée, voire pire.

La seule vraie question est : quels nouveaux mensonges vont encore inventer la bourgeoisie et les médias à sa botte pour cacher la réalité de la faillite de son système ?

En 2008, ils ont pointé du doigt l'irresponsabilité des banques et la cupidité des traders dont les plus grassement enrichis servirent de bouc-émissaires (certains furent même jetés en prison).

En 2008, ils ont usé et abusé des allégories pour présenter la crise économique comme un cataclysme naturel, hors de contrôle de l'activité humaine : tempête financière, tsunami bancaire... induisant l'idée d'impuissance face à la fatalité.

En 2008, ils ont poussé des cris d'orfraie face à la mondialisation dérégulée et aux paradis fiscaux. Ils ont juré la main sur le cœur que les États allaient reprendre sérieusement le contrôle de cette "économie de casino".

En 2008, ils ont asséné que "nous vivions au-dessus de nos moyens", que depuis 60 ans "nous" avons égoïstement accru la dette des États, en hypothéquant ainsi la vie de nos enfants et des nouvelles générations. Ils ont ainsi culpabilisé sans vergogne les salariés, les retraités, les chômeurs qui ont pourtant vu, décennie après décennie, leurs conditions de vie se dégrader.

En 2008, ils ont promis qu'en serrant la ceinture aujourd'hui et en acceptant les "sacrifices nécessaires", les lendemains seraient meilleurs. Ils ont justifié ainsi toutes les pires attaques.

Des mensonges et encore des mensonges !

Le capitalisme est basé sur un rapport social de production. Les lois économiques ne tombent pas du ciel. Les investissements, les flux de capitaux, les achats et ventes en bourses, les règles de concurrence, toute la vie économique est une activité humaine.

Le capitalisme est un système basé sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires. C'est la bourgeoisie qui dicte ses lois et ses règles, à travers ses États, à son profit, dans le seul but d'accumuler du capital. C'est le prolétariat, en tant que classe, qui travaille pour produire les richesses et sur lequel la classe capitaliste extrait la plus-value, c'est-à-dire un sur-travail volé légalement par la bourgeoisie.

Le capitalisme est un système décadent. La Première Guerre mondiale en 1914 a signé la fin de sa période historique de prospérité. En effet, ce système a besoin d'être en expansion permanente pour vendre toujours plus de marchandises et éviter la surproduction sur le marché mondial. Or, la planète a des limites objectives. En deux siècles, le XVIII^e et le XIX^e, le capitalisme a conquis, par la colonisation, tous les continents. Au début du XX^e siècle, les principales grandes puissances du capitalisme, au cœur de la vieille Europe, finissaient de se partager le monde. Il n'y avait nulle part de nouvelles régions du monde à conquérir. La planète est aussitôt devenue un terrain d'affrontements entre les grandes puissances pour se disputer les parts de marché. Parce qu'elle était dépourvue de colonies, l'Allemagne a dû se lancer la première dans l'offensive guerrière, justement pour s'approprier les marchés

des autres par la force des armes. Pour l'Allemagne, comme pour les autres puissances impérialistes, il s'agissait d'"exporter ou périr" (selon le cri de guerre d'Hitler). Les deux guerres mondiales qu'a connu l'humanité étaient la conséquence de l'exacerbation de ces tensions commerciales et impérialistes.

Depuis, avec l'approfondissement de la crise historique du capitalisme, la guerre ravage la planète quotidiennement. Tous les États ont concentré dans leurs mains l'ensemble de la vie sociale et économique afin de se livrer la concurrence économique et militaire la plus effroyable sur l'arène mondiale. Cela, au nom de la "compétitivité" des marchandises. L'un des moyens utilisés est l'endettement. Pour soutenir leurs économies nationales, tous les États injectent donc des quantités d'argent de plus en plus astronomiques à coups de crédits, de taux d'intérêt bas, de dérégulations et autres montages financiers.

Voilà pourquoi, depuis 2008, la dette mondiale a encore gonflé démesurément. Selon le FMI, fin 2007, elle était de 184000 milliards de dollars, soit 225% du PIB mondial ! Sans compter toutes les dettes liées aux actifs pourris, aux *shadow-banking*⁽¹⁾ et à toute l'économie souterraine qui, malgré les discours de renforcement des contrôles, ne cessent de se développer.

En fait, l'expansion de cette "finance de l'ombre" est particulièrement révélatrice de l'impasse dans laquelle s'enfonce inexorablement le capitalisme. Tous les G7, G8, G20 successifs se sont déclarés en guerre contre ces pratiques douteuses. L'absence de maîtrise des États sur cette partie de l'économie mondiale inquiète, en effet, toute la bourgeoisie. Mais en même temps, elle est le produit inévitable de la politique et de la concurrence entre les États : ils déversent de l'argent à coups de taux de crédits ultra-bas afin de soutenir artificiellement leurs économies nationales. À côté de cela, l'économie réelle est saturée de marchandises invendables, la surproduction est partout. Les investisseurs utilisent donc tous les moyens pour faire fructifier leur capital, y compris les plus spéculatifs : bourses officielles et paradis fiscaux. Les États eux-mêmes, pris dans une guerre commerciale implacable, sont au cœur de telles pratiques. Les plus grandes entreprises nationales s'y déploient avec leur bénédiction. Les États ferment en grande partie les yeux sur le blanchiment de l'argent issu de tous les marchés noirs (la prostitution, la drogue, mais aussi, par exemple en France, le travail au noir qui est le pilier de la compétitivité du secteur textile), quand ils n'y investissent pas directement.

La bourgeoisie n'a pas de solution à la crise insoluble de son système. Son marché artificiel de la dette ne résout rien. Au contraire, il prépare des explosions toujours plus violentes.

Aujourd'hui, la croissance de l'économie réelle mondiale et les échanges mondiaux ralentissent. La situation dans laquelle se trouve la Chine est particulièrement inquiétante : la consommation et la production industrielle sont en berne, le pays connaît la plus grosse bulle immobilière de son histoire, les conflits commerciaux avec les États-Unis s'exacerbent.

L'économie mondiale est truffée de ce type de champs de mines, tels, par exemple, les prêts accordés aux étudiants aux États-Unis que ces futurs travailleurs précaires seront incapables de rembourser, la dette privée (entreprises et ménages) américaine pharaonique (150% du PIB), la menace d'un retour de l'inflation et donc le risque de resserrement monétaire des banques centrales ou les conséquences du Brexit, de la politique de plus en plus protectionniste de Trump, etc.

Le capitalisme va donc continuer de s'enfoncer inexorablement dans sa crise historique, avec des soubresauts toujours plus violents et dévastateurs pour l'humanité. La bourgeoisie va

continuer de mentir pour cacher que c'est son système comme un tout qui est en faillite et non uniquement telle ou telle branche plus pourrie que les autres.

L'avenir économique et social que nous promet la bourgeoisie est donc sombre. Il ne faut pourtant pas voir dans la misère que la misère. Le capitalisme est un système obsolète, divisé en classes et en nations. Mais il a aussi engendré en son sein une classe exploitée mondiale et un marché mondial. Aujourd'hui, les prolétaires, grâce au travail associé,

coopèrent à l'échelle mondiale pour produire la moindre marchandise, même un simple stylo. Ils forment une classe porteuse de solidarité et d'unité internationale face à une classe bourgeoise qui les exploite dans tous les pays du monde. La classe exploitée porte en elle la capacité de s'organiser mondialement pour abattre le capitalisme et briser les chaînes de son exploitation et les barbelés des frontières qui divisent toute l'humanité en nations.

À terme, l'aggravation de la crise économique et de la misère ne peut

que pousser des millions de prolétaires à se battre pour défendre leurs conditions d'existence. C'est seulement quand la classe exploitée se mobilisera massivement sur son propre terrain, contre les empiètements du Capital, que les prolétaires pourront prendre conscience de leur identité de classe et d'être la seule force sociale capable d'en finir avec ce système d'exploitation basé sur la production de marchandises et sur le profit.

Pawel, 5 janvier 2019

suite de la page 8

Lénine – Luxemburg – Liebknecht

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht : magnifiques figures du prolétariat mondial



L'œuvre de Rosa Luxemburg est encore, aujourd'hui, profondément ignorée, non seulement des larges masses, mais même des militants avertis.

L'apport de Rosa dans la théorie marxiste fait d'elle l'élève et la continuatrice la plus brillante et la plus profonde de Karl Marx. Son analyse de l'évolution de l'économie capitaliste donne la seule explication scientifique de la crise ultime et permanente du capitalisme. Il est impossible d'aborder sérieusement l'étude de notre époque de l'impérialisme, de l'inévitabilité de la crise économique et des guerres impérialistes, sans se baser sur l'analyse pénétrante de Rosa. En donnant une solution scientifique aux problèmes de la reproduction élargie et de l'accumulation du capital qui se trouvaient inachevés chez Marx, Rosa a dégagé le socialisme d'une impasse pour le placer dans sa nécessité objective.

Mais Rosa Luxemburg ne fut pas seulement une grande théoricienne et une économiste érudite, elle fut avant tout une combattante révolutionnaire.

Chef de file incontestée de la gauche de la social-démocratie allemande, elle a, de bonne heure, dénoncé l'enlèvement opportuniste de la II^e Internationale. A la tête de la gauche, avec son compagnon d'armes, Karl Liebknecht, elle rompt, durant la guerre de 1914-18, avec la social-démocratie de trahison au service de la bourgeoisie et de Guillaume II.

Des années de prison pour son action contre la guerre n'ont pas calmé son ardeur. Sortie de prison, elle organise le *Spartakusbund* et engage la lutte pour la révolution socialiste en Allemagne. Sur bien des points, l'histoire a confirmé la justesse des positions de Rosa en opposition avec Lénine, et notamment sur la question nationale et coloniale, où Rosa dénonçait l'erreur de la position de la libération nationale et du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" qui, étant d'essence bourgeoise et historiquement réactionnaires, ne peuvent que détourner le prolétariat des petits pays opprimés de son terrain de classe et renforcer de ce fait le capitalisme international.

Les événements dans les pays baltes, la révolution nationale turque, comme toute une série de révolutions "nationales", et la Chine en 1927, devaient expérimentalement donner une confirmation tragique aux avertissements de Rosa.

Les nouveaux partis que le prolétariat doit construire aujourd'hui ne peuvent présenter un pas en avant qu'en reprenant la thèse fondamentale de Rosa sur la question nationale, et en l'approfondissant. Certaines autres critiques, et certains avertissements de Rosa à la Révolution russe, concernant la liberté et la violence dans la révolution, doivent servir de matériaux, conjointement avec l'expérience ultérieure de la Russie, à l'établissement de nouveau programme des partis de classe.

Karl Liebknecht est l'autre grande figure de la révolution allemande de 1919. Député au *Reichstag*, il rompt

la discipline du groupe parlementaire et prononce du haut de la tribune du Parlement le réquisitoire contre la guerre impérialiste.

"L'ennemi est dans notre propre pays", proclamera sans cesse Liebknecht, et il appellera les ouvriers et les soldats à la fraternisation et à la révolte. Son souffle ardent galvanisera les énergies révolutionnaires, et la révolution en 1918 le trouvera avec Rosa Luxemburg à la tête des masses prolétaires, à l'extrême pointe de la bataille.

En assassinant Karl et Rosa, en momifiant Lénine, la bourgeoisie n'a pu que retarder son propre anéantissement. La social-démocratie allemande, pour sauver le capitalisme de la menace de la révolution, déchaînera la plus sanglante répression contre le prolétariat. Mais le massacre de dizaines de milliers de prolétaires ne lui suffira pas. Tant que Rosa et Liebknecht sont en vie, elle ne se sentira pas rassurée. Aussi c'est eux qu'elle cherche, qu'elle vise et qu'elle finit par atteindre, en les faisant assassiner par sa police, lors d'un transfert de prison. Hitler n'avait rien inventé ; Noske, ministre socialiste et chien sanglant de la bourgeoisie, lui a donné la première leçon et lui a ouvert la voie, tout comme Staline lui a appris la manière de transformer des millions d'ouvriers et paysans en prisonniers politiques, ainsi que le massacre en masse des révolutionnaires.

L'assassinat de Rosa et de Karl devait décapiter la révolution allemande et la révolution mondiale pour des années. L'absence de ces chefs fut un handicap terrible pour le mouvement ouvrier international et l'Internationale communiste.

Mais le capitalisme peut assassiner les dirigeants de la révolution, il peut momentanément fêter sa victoire sur le prolétariat en le jetant dans des guerres impérialistes nouvelles. Il ne peut toutefois résoudre les contradictions de son régime qui le précipitent dans les gouffres de la destruction généralisée.

Lénine, Karl et Rosa sont morts, mais leur enseignement reste vivant. Ils restent le symbole de la lutte à mort contre le capitalisme et la guerre, par la seule voie qui s'offre à l'humanité, par la révolution prolétarienne. C'est en suivant leur trace, en continuant leur œuvre, en s'inspirant de leur exemple et de leur enseignement, que le prolétariat international fera triompher la cause pour laquelle ils sont tombés : la cause du prolétariat et du socialisme."

L'Étincelle, janvier-février 1946

1) Le *shadow-banking* ou finance de l'ombre est "la migration des activités vers le secteur non régulé" (Jean Tirole).



Le mouvement des "gilets jaunes" peut-il ouvrir la voie à la lutte de classe ?

Nous publions ci-dessous de larges extraits du courrier d'un lecteur qui, tout en saluant la ligne directrice de notre tract sur le mouvement des "gilets jaunes", critique également certaines de nos positions, en particulier l'idée selon laquelle rien de bon ne pouvait sortir de ce mouvement interclassiste pour le prolétariat. Ces questionnements touchent à des aspects extrêmement importants de la lutte du prolétariat : ce qu'est la classe ouvrière, son combat, sa perspective.

Ce n'est que par un débat large, ouvert et animé, que nous parviendrons à élaborer les réponses les plus profondes, à participer au développement de la conscience de classe du prolétariat, à nous emparer de l'arme de la théorie. Nous encourageons donc tous nos lecteurs à nous écrire, à formuler leurs critiques, leurs accords ou leurs questions, afin de nourrir un débat vital pour le prolétariat. C'est avec cet état d'esprit que nous accompagnons ce courrier de notre réponse.

Courrier de notre lecteur

"(...) J'ai parcouru différentes prises de position dont celles des différents groupes gauchistes qui voient ce mouvement comme une réédition de 68. Or la différence saute aux yeux, mais une telle comparaison justifie leur soutien débridé.

On peut reconnaître comme le fait votre tract que l'écllosion spontanée de ces blocages traduit des colères sociales très profondes. Colères très diverses sinon contradictoires, exprimant le caractère interclassiste et son expression citoyenne voire nationaliste. D'accord avec votre critique sur le fond.

Sur trois points il pourrait y avoir discussion :

- L'idée d'un piège tendu aux ouvriers. Quel sens donner à ce "piège" ? Un piège suppose une organisation qui le prépare, l'organise, etc. Or on ne voit rien de tout cela ici.

Il y a aussi dans le tract l'idée que la classe ouvrière est empêchée de lutter : "Tout ce joli monde, chacun avec son credo, occupe et quadrille le terrain social pour empêcher les ouvriers de se mobiliser massivement, de développer une lutte autonome, solidaire et unie contre les attaques de la bourgeoisie". Les ouvriers sont-ils seulement "empêchés", sans quoi ils lutteraient ouvertement sur leur terrain classiste ? Non, évidemment.

Il y a bien un mouvement social mélangé, dans lequel le rapport n'est pas à l'avantage de la classe ouvrière et laisse libre cours à d'autres couches pour soutenir leurs propres intérêts, ce qui n'est pas étonnant aujourd'hui. D'accord, dans ce sens, avec le passage : "les prolétaires veulent exprimer leur profonde colère mais ils ne savent pas comment lutter efficacement pour défendre leurs conditions d'existence face aux attaques croissantes de la bourgeoisie et son gouvernement".

- Là encore, est-il possible de concevoir une lutte de classe autonome préalable à un mouvement conséquent ? La lutte de classe ne devient-elle pas autonome en se dégageant comme telle au cours du mouvement lui-même ?

- Même si je partage la critique du contenu et des méthodes, je resterais davantage ouvert sur la possibilité de leur évolution. [Vous avez] remarqué le caractère spontané dans le déclenchement de ces blocages, or certains affichent le souci de s'auto-organiser, de fonctionner par de vraies AG, etc. (...)"

Notre réponse

À partir d'un constat commun sur le mouvement des "gilets jaunes"⁽¹⁾ caractérisé par des "colères très diverses sinon contradictoires, exprimant le caractère interclassiste et son expression citoyenne voire nationaliste", ce courrier pose trois questions importantes.

Un piège pour les prolétaires ?

Notre tract affirme que ce mouvement est un véritable piège pour les prolétaires. Mais pour le camarade

1) "Face à la misère et à la dégradation de nos conditions de vie : Comment lutter pour faire reculer le gouvernement et le patronat ?" (tract disponible sur notre site Internet).

"quel sens donner à ce "piège" ? Un piège suppose une organisation qui le prépare, l'organise, etc. Or, on ne voit rien de tout cela ici". En effet, ce mouvement a été spontané. Une jeune auto-entrepreneuse de Seine-et-Marne a lancé sur les réseaux sociaux une pétition contre l'augmentation des taxes sur le gazole. Puis un chauffeur-routier du même département a appelé à bloquer les routes, affublé d'un gilet jaune. De clic en clic, ces deux cris de colère se sont propagés à très haut débit, témoignant d'un ras-le-bol généralisé dans la population.

Il ne s'agit donc pas d'un piège tendu par la bourgeoisie, son État, ses partis, ses syndicats ou ses médias, mais d'un mouvement qui, de par sa nature interclassiste, est en lui-même un piège pour les ouvriers. Car dans un mouvement interclassiste où les prolétaires (employés, étudiants, retraités, chômeurs...) sont dilués comme individus-citoyens au milieu de toutes les autres couches de la société (petite-bourgeoisie, paysannerie, artisanat...), dominent les aspirations sociales et les méthodes de lutte de toutes ces couches intermédiaires.

C'est pourquoi le point de départ du mouvement fut l'explosion de colère des chauffeurs routiers, des taxis et des patrons de PME face à l'augmentation des taxes sur le gazole venant pénaliser encore un peu plus leur entreprise. C'est pourquoi le moyen d'action privilégié fut l'occupation des ronds-points et des péages, puis de "la plus belle avenue du monde", les Champs-Élysées, un gilet jaune fluo sur le dos, pour "se faire voir", "se faire entendre" et surtout se faire "reconnaître". C'est pourquoi le drapeau tricolore, *La Marseillaise* et les références à la Révolution française de 1789, ont été aussi omniprésents au milieu de ce cri du "Peuple de France". Autant de méthodes qui n'expriment en rien une mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain, remettant en cause l'exploitation du capitalisme à travers des revendications telles que la hausse des salaires, contre les licenciements, etc.

Par ailleurs, les méthodes de lutte de la classe ouvrière ne s'y sont jamais exprimées. L'absence de grèves dans différents secteurs de la classe ou bien d'assemblées générales, au sein desquelles les exploités débattent et réfléchissent sur leur lutte et les objectifs à lui donner, le confirme aisément.

Pire encore, le terrain pourri du populisme et de la xénophobie gangrène une large partie du mouvement. Ce sont ainsi exprimés certains aspects les plus nauséabonds de la période historique actuelle, comme les appels officiels à renforcer les lois anti-immigrés ou des exactions xénophobes.⁽²⁾ Plus de 90% des sympathisants du *Rassemblement national* de Marine Le Pen soutiennent les "gilets jaunes" et plus de 40% affirment participer eux-mêmes au mouvement.

Voilà dans quelle nasse ont été pris tous ces prolétaires en gilet jaune. Oui, ce mouvement a été pour eux un véritable piège idéologique.

2) "Thèses sur la période de décomposition", *Revue internationale* n° 107 (2001).

Quelles sont les causes des difficultés politiques de la classe ouvrière ?

En quelques lignes ce courrier pose une question centrale : "Il y a aussi dans le tract l'idée que la classe ouvrière est empêchée de lutter (...). Les ouvriers sont-ils seulement "empêchés", sans quoi ils lutteraient ouvertement sur leur terrain classiste ? Non, évidemment". Quelles sont les causes des difficultés politiques actuelles de la classe ouvrière ? La réponse n'est pas dans une vision photographique du prolétariat d'aujourd'hui mais dans le film de son histoire. Nous ne pouvons donc répondre complètement ici, dans le cadre de cet article, à cette question complexe.⁽³⁾ Nous voulons simplement marquer une insistance. Il ne faut pas sous-estimer le travail de sape permanent des syndicats dont le rôle spécifique depuis plus d'un siècle est justement le sabotage, sur les lieux de travail, des luttes et de la conscience.

Un seul exemple : quelques mois seulement avant le mouvement des "gilets jaunes", les syndicats ont organisé la "grève perlée des cheminots". Des milliers de travailleurs, particulièrement combattifs, ont enchaîné de nombreux jours de grève, complètement isolés, coupés des autres secteurs du prolétariat. Pourtant, au même moment, dans les EHPAD, à *La Poste*, dans les crèches, les hôpitaux, certaines usines, etc., des luttes se déroulaient également, chacune dans leur coin. Puis la CGT a lancé son appel à la "convergence des luttes", simulacre d'unité consistant à défiler dans la rue, les uns derrière les autres, sous "son" mot d'ordre, "sa" corporation, "sa" boîte... et à répartir chacun chez soi sans assemblée générale commune, sans discussion, sans solidarité dans la lutte.

Ces mouvements syndicaux qui se répètent année après année, ont pour seule fonction de répandre le poison de la division, du désespoir, de l'impuissance. Alors, oui, le sabotage systématique de l'unité ouvrière par les syndicats est l'un des ingrédients majeurs de la faiblesse actuelle du prolétariat, faiblesse qui crée un terrain favorable à l'explosion de colères interclassistes et, donc, sans perspective.

En fait, la bourgeoisie exploite les faiblesses du prolétariat pour tenter de l'assommer davantage. En effet, la classe ouvrière traverse une période difficile. Depuis 1989 avec les campagnes sur l'effondrement du stalinisme identifié à la prétendue "faillite du communisme", le prolétariat n'a pas été en mesure de retrouver son identité de classe et de se reconnaître en tant que classe révolutionnaire. Incapable d'esquisser les contours d'une société sans exploitation, la classe exploitée demeure très vulnérable mais surtout très passive sur le terrain de la lutte.

Si, à juste titre, de larges secteurs du prolétariat ne se sont pas reconnus dans la révolte populaire des "gilets jaunes", ces secteurs centraux n'ont pour autant pas été en mesure de se mobiliser massivement et de façon solidaire et unie, pour riposter aux attaques du gouvernement sur leur propre terrain de classe et avec leurs propres méthodes de lutte.

Cependant, malgré ces difficultés, le prolétariat n'est pas battu. Compte tenu du mécontentement général et des attaques qui se profilent, les grandes masses prolétariennes peuvent très bien sortir de cette léthargie dans la période à venir. L'avenir appartient donc toujours à la lutte de classe.

Les "gilets jaunes", un tremplin pour la lutte ouvrière ?

"La lutte de classe ne devient-elle pas autonome en se dégageant

3) "Quand la bourgeoisie fait croire au prolétariat qu'il n'existe pas", *Révolution Internationale* n°447 (2014) et "Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme ?", *Revue Internationale* n° 104 (2001).

comme telle au cours du mouvement lui-même ? Même si je partage la critique du contenu et des méthodes, je resterais davantage ouvert sur la possibilité de leur évolution. [Vous avez] remarqué le caractère spontané dans le déclenchement de ces blocages, or certains affichent le souci de s'auto-organiser, de fonctionner par de vraies AG, etc".

Le mouvement des "gilets jaunes", même parti sur de mauvaises bases, pouvait-il se transformer, devenir autre chose, une authentique lutte de la classe ouvrière ?

En faveur de cette thèse, il y a l'élargissement progressif des revendications, puisque le rejet de l'augmentation de la taxe sur le gazole est passé au second plan derrière une plus large protestation contre la pauvreté et pour le pouvoir d'achat. De plus, la sympathie de la population pour ce mouvement ne se dément pas. Si le mouvement n'a jamais été massif (environ 300 000 "gilets jaunes" au plus fort de la mobilisation) et que la majorité des prolétaires des grandes entreprises et de la fonction publique sont restés spectateurs, il n'en reste pas moins vrai qu'il jouit d'une belle cote de popularité.

Toujours à l'appui de cette thèse, il existe des précédents historiques. En voici seulement trois, mais pas des moindres : la Commune de Paris de 1871 a eu comme prémisse une explosion de colère en apparence nationaliste et anti-prussienne ; la grève de masse en Russie en 1905 a débuté sous des bannières religieuses, un pope (Gapone) à sa tête ; Mai 1968 en France a été initié par un mouvement d'étudiants qui étaient, à l'époque, souvent issus de la petite bourgeoisie. À chaque fois, la classe ouvrière s'est finalement portée à la tête de la lutte, avec ses propres méthodes, son organisation, sa force. Pour paraphraser notre lecteur, à chaque fois "la lutte de classe est devenue autonome en se dégageant comme telle au cours du mouvement lui-même".

Alors, le mouvement des "gilets jaunes" aurait-il pu se transformer lui-même en autre chose, en une véritable lutte ouvrière ? En fait, le camarade apporte lui-même la réponse dans son courrier : "Il y a bien un mouvement social mélangé, dans lequel le rapport n'est pas à l'avantage de la classe ouvrière et laisse libre cours à d'autres couches pour soutenir leurs propres intérêts, ce qui n'est pas étonnant aujourd'hui".

Mais pourquoi cela ? Parce que nous ne sommes pas en 1871, en 1905, ni même en 1968. En 1871, la Commune de Paris n'est pas une exception. Dans de très nombreuses régions d'Europe, particulièrement en France, la classe ouvrière est en lutte et plusieurs "Communes" éclatent. La grève de masse en Russie en 1905 est précédée de tout un processus profond de montée du combat prolétarien (de sa conscience et de son organisation), là aussi à l'échelle internationale, depuis les années 1890 (Rosa Luxemburg décrit magistralement ce processus dans son livre "Grève de masse, partis et syndicats"). Mai 68 survient après une année 1967 marquée par des grèves ouvrières très importantes, particulièrement dans les grandes villes de l'ouest de la France.

Aujourd'hui, nous ne voyons rien de tout cela. Comme nous l'avons dit plus haut, la classe ouvrière est empêtrée dans de grandes difficultés. Elle n'est même pas consciente de son existence en tant que classe antagonique à la classe bourgeoise et distincte des couches sociales intermédiaires (notamment la petite bourgeoisie). Elle a perdu la mémoire de son propre passé, et ne peut se référer à son immense expérience historique, dont elle a même honte puisque sans cesse la bourgeoisie assimile le mot "ouvrier" à une espèce "disparue" et le mot "communisme" à la barbarie du stalinisme.

Dans cette situation, le mouvement des "gilets jaunes" ne pouvait en aucune façon être une sorte de tremplin ou d'étincelle pour une authentique lutte de la classe ouvrière. Au

contraire, les prolétaires embarqués derrière les mots d'ordre et les méthodes de la petite-bourgeoisie, noyés dans l'idéologie interclassiste de la citoyenneté, dilués dans toutes les autres couches sociales, ne pouvaient que subir de façon négative la pression du "démocratisme" bourgeois et du nationalisme.

Par conséquent, heureusement que la majorité de la classe ouvrière s'est contentée d'un soutien platonique et que les prolétaires n'ont pas participé en masse à ce mouvement sans perspective. Cette réticence révèle que, au-delà de sa sympathie pour une partie des revendications contre la pauvreté, la classe ouvrière a surtout été distante, circonspecte, dès le début, devant la focalisation contre les taxes et les méthodes utilisées (l'occupation de ronds-points), alertée et dégoûtée par le soutien immédiat de toute la droite et de l'extrême-droite.

Cette méfiance montre que, malgré ses difficultés à engager la lutte sur son propre terrain de classe, le prolétariat n'est pas écrasé, défait, ni embrigadé massivement dans les idées pourries de la petite bourgeoisie et du populisme xénophobe et anti-immigrés.

Il y a même eu ces dernières semaines, au milieu de ce marasme, de petites lueurs : les lycéens sont rentrés en lutte contre la réforme du bac (sans *Marseillaise* ni drapeaux tricolores), non pour eux-mêmes directement, mais en solidarité avec les futurs élèves qui vont connaître un enseignement au rabais. De même, les étudiants se sont mobilisés pour refuser la hausse des frais d'inscription dans les facs pour les étrangers en brandissant le slogan "Solidarité avec les immigrés". La colère des jeunes générations scolarisées (et futurs prolétaires) est une réponse cinglante tant aux mesures gouvernementales iniques qu'aux revendications anti-immigrés des "gilets jaunes". La solidarité est en effet le ciment et la force de la classe ouvrière.

Le prolétariat a perdu momentanément son identité de classe, il est coupé de son histoire et de son expérience. Mais il est toujours là, bien vivant. Au plus profond de lui-même, la réflexion sur l'absence de perspective de la société capitaliste se poursuit, notamment parmi les éléments les plus conscients et combattifs. Poussé par l'aggravation de la crise économique, au début sans avoir conscience de sa force, sans croire en sa possible unité et son auto-organisation, le prolétariat sera contraint d'engager le combat pour la défense de ses conditions d'existence. Le mouvement des "gilets jaunes" est un signe révélateur de la profondeur du mécontentement qui existe dans toute la classe exploitée et des potentialités de la lutte de classe à venir.

Face à la paralysie momentanée de la lutte de classe, les révolutionnaires doivent s'armer de patience, ne pas craindre l'isolement, les pluies de critiques et d'incompréhensions ; ils doivent démasquer tous les ennemis du prolétariat, tous les pièges idéologiques, toutes les impasses, afin de participer, à la hauteur de leurs faibles forces, au développement de la conscience au sein de la classe ouvrière. Ceci avec la conviction que seule la lutte de classe est capable d'ouvrir une perspective d'avenir pour l'humanité.

RI, 24 décembre 2018

VIENT DE PARAÎTRE

Vient de paraître un supplément sur le mouvement des "gilets jaunes".

Téléchargez-le sur notre site Internet et diffusez-le autour de vous !

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement individuel	Abonnement collectif	Abonnement étudiant	Abonnement jeune	Abonnement senior	Abonnement famille
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
2 an	2 an	2 an	2 an	2 an	2 an
3 an	3 an	3 an	3 an	3 an	3 an
4 an	4 an	4 an	4 an	4 an	4 an
5 an	5 an	5 an	5 an	5 an	5 an

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

RÉUNIONS PUBLIQUES

MOUVEMENT DES "GILETS JAUNES"

Pourquoi les prolétaires doivent défendre leur autonomie de classe ?

Nos lecteurs ont pu prendre connaissance de nos différents articles consacrés au mouvement des "gilets jaunes" en France, sur notre site internet mais aussi sous forme de tract et de supplément à notre journal.

Dans nos prises de position, nous mettons tout particulièrement en avant le caractère interclassiste de ce mouvement et nous en tirons la conclusion que cette "révolte" est sans avenir, que la classe ouvrière y est absente en tant que force sociale et que les formes et les méthodes que prend ce mouvement sont étrangères à ce qui fait la spécificité et la force du prolétariat dans ses luttes.

Pendant au sein de ce mouvement qui trouve son origine dans la petite-bourgeoisie et ses revendications spécifiques, nous trouvons aussi des ouvriers et nous voyons des revendications que la classe ouvrière peut prendre à son compte (vie chère, hausse du SMIC, etc.). Le mouvement des "gilets jaunes" a aussi montré une méfiance vis-à-vis des syndicats et des forces politiques qui encadrent traditionnellement la classe ouvrière et cherchent à anéantir ses efforts pour développer sa conscience.

Alors, pourquoi dit-on que ce mouvement n'appartient pas à la classe ouvrière ? Pourquoi celle-ci ne peut-elle pas prendre les devants et engager une lutte plus massive ?

Pour répondre à ces questions, il faut revenir sur ce que signifie l'interclassisme ; en quoi le prolétariat se distingue de toutes les autres classes dans la société capitaliste ; en quoi l'autonomie de la classe ouvrière constitue un élément fondamental pour lequel le prolétariat s'est battu dès sa naissance ; en quoi les buts et les méthodes de ses luttes ne peuvent être qu'en cohérence avec le caractère révolutionnaire et internationaliste de la classe ouvrière et se trouvent en diamétrale opposition aux buts et méthodes du mouvement des "gilets jaunes".

Le CCI invite tous ceux qui sont intéressés à tirer les leçons de ce mouvement et à mieux comprendre la nature, les objectifs et les modes d'action de la classe ouvrière, à venir discuter lors de ses réunions publiques qui seront organisées en janvier à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes et Lille.

LILLE

samedi 19 janvier 2019
15:00
MRES,
23, rue Gosselet.

PARIS

samedi 26 janvier 2019
15:00
CICP,
21ter rue Voltaire, Paris 11^e

NANTES

samedi 26 janvier 2019
15:00
Salle de la Fraternité, 3 rue Amiral Duchaffault

TOULOUSE

samedi 19 janvier 2019
15:00
Maison des associations (salle la charbonnière),
3 place Guy Hersant

LYON

samedi 26 janvier 2019
15:00
169 grande rue de la Guillotière

MARSEILLE

samedi 26 janvier 2019
15:00
Association Milles-Bâbords,
61 rue Consolat

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
(FRANCE)
Revue Internationale
BP30605
31006 Toulouse Cedex 6

Acción Proletaria
(ESPAGNE)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationalisme
(BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen
(Centraal Station)

Internationalism
(ÉTATS-UNIS)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Internacionalismo
(VENEZUELA)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationell revolution
(SUEDE)
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

Rivoluzione internazionale
(ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution
(ROYAUME-UNIS)
BM Box 869,
London WC1N 3XX

World Revolution
(AUSTRALIE)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Weltrevolution
(SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 2124 - 8021 Zürich

Revolución Mundial
(MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière
4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe
4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Guerre du Golfe
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie
8 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise
12 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France
4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988
2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal...
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections un piège pour la classe ouvrière
2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

SOUSCRIPTIONS

RP Toulouse - novembre 2018
Ma : 10 €, Ra : 35 €, Ol : 30 €, Be : 20 €, Jac : 10 €, Da : 20 €

Souscriptions de soutien à la presse
D : 300 €, X : 2,40 €, L : 53,70 €, Z : 20 €.



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2018

Revue Internationale

Présentation de la Revue

Révolution en Allemagne
Il y a 100 ans,
le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie

Rapport sur les tensions impérialistes
(Juin 2018)

Cinquante ans depuis Mai 1968
Les avancées et les reculs de la lutte de classe

À propos de nos réunions publiques
sur le cinquantenaire de Mai 68
Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin
de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?

Le communisme est à l'ordre du jour
Castoriadis, Munis et le problème
de la rupture avec le trotskisme (1^{re} partie)

161

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LÉNINE – LUXEMBURG – LIEBKNECHT

Le prolétariat doit se réapproprier ses expériences révolutionnaires

À l'occasion du centenaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht le 15 janvier 1919, commandité par le *Parti socialiste d'Allemagne* (SPD), nous republions ci-dessous un article publié pour la première fois en 1946 dans *l'Étincelle*, journal de la *Gauche communiste de France*, qui est l'organisation à laquelle le CCI se rattache politiquement. En 1989, au moment de l'effondrement des régimes stalinien, les partis de droite et mêmes "socialistes" ont célébré la "mort du communisme" et la "victoire définitive" du capitalisme libéral et démocratique : il s'agissait de démoraliser la classe ouvrière, de la détourner de toute aspiration vers une autre société, de paralyser sa combativité. Aujourd'hui, alors que le "grand vainqueur" du prétendu "communisme" révèle toujours plus l'ampleur de sa faillite économique, les partis de gauche, "socialistes", "communistes" et gauchistes, s'apprennent une nouvelle fois à utiliser les noms des "trois L" (Lénine, Liebknecht, Luxemburg) pour détourner les prolétaires du combat auquel ces grandes figures du mouvement ouvrier ont consacré et donné leur vie (et notamment contre la boucherie impérialiste de 1914-1918). À l'époque, la vérité sur les "trois L" était un moyen de résister à la terrible contre-révolution qui pesait sur le prolétariat. Aujourd'hui, c'est un instrument de combat de cette classe pour déjouer les pièges que la bourgeoisie ne se prive pas de semer sur le chemin de sa perspective révolutionnaire. C'est pour cela que cet article garde aujourd'hui toute son actualité.

"DU VIVANT des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émusse le tranchant révolutionnaire".⁽¹⁾

Évoquer ces trois figures, leur vie, leur œuvre, leur lutte, c'est évoquer l'histoire et l'expérience de la lutte internationale du prolétariat durant le premier quart du XX^e siècle. Jamais vies d'hommes furent moins privées, moins personnelles, plus entièrement liées à la cause de l'émancipation révolutionnaire de la classe des opprimés, que les vies de ces trois figures des plus nobles du mouvement ouvrier.

Le prolétariat n'a pas besoin d'idoles, l'œuvre des grands révolutionnaires est un encouragement à son combat

Plus que toute autre classe dans l'histoire, le prolétariat est riche en

1) Lénine, "l'État et la Révolution" (1917).

belles figures révolutionnaires, en militants dévoués, en lutteurs infatigables, en martyrs, en penseurs et hommes d'action. Cela est dû au fait que, contrairement aux autres classes révolutionnaires dans l'histoire, qui ne luttèrent contre les classes réactionnaires que pour substituer leur propre domination et l'asservissement de la société à leurs propres intérêts égoïstes de classe privilégiée, le prolétariat, lui, n'a pas de privilèges à conquérir. Son émancipation est l'émancipation de tous les opprimés et de toutes les oppressions, sa mission est celle de la libération de l'humanité entière, de toutes les inégalités et injustices sociales, de toute exploitation de l'homme par l'homme, de toutes les servitudes : économique, politique et sociale.

C'est en détruisant révolutionnairement la société capitaliste et son État, en construisant la société socialiste sans classes, que le prolétariat, remplissant sa mission historique, ouvrira une nouvelle ère de l'histoire humaine, l'ère de la véritable liberté et de l'épanouissement de toutes les facultés de l'homme. Aussi, dans la période de déclin du capitalisme, seul le prolétariat et sa lutte émancipatrice offrent un terrain historique où s'exprime tout ce qu'il y a de progressif dans la pensée, dans les aspirations, dans l'idéal et dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est dans cette lutte libératrice du prolétariat que l'histoire a placé la source

vivifiante des plus hautes qualités morales humaines : désintéressement, abnégation, dévouement absolu à la cause collective, courage. Mais on peut affirmer, sans crainte de tomber dans l'idolâtrie, qu'à ce jour, hormis peut-être les fondateurs du socialisme scientifique, le prolétariat n'a pas trouvé de meilleurs représentants, de guides plus grands, de figures plus nobles, pour symboliser son idéal et sa lutte, que ceux de Lénine, Luxemburg et Liebknecht.

Le prolétariat n'a ni dieux, ni idoles. L'idolâtrie est le propre d'un état arriéré et primitif des hommes. C'est aussi une arme pour la conservation des classes réactionnaires, pour l'abrutissement des masses. Rien n'est plus funeste à la lutte révolutionnaire du prolétariat que la tendance qu'on essaie de lui imprimer au fétichisme et à l'idolâtrie.

Le prolétariat, pour vaincre, a besoin d'une conscience toujours plus grande, plus aigüe, de la réalité et de son devenir. Ce n'est pas dans une mystique, aussi noble que soit la cause, qu'il peut puiser la force de marcher en avant et accomplir sa mission révolutionnaire, mais uniquement dans une conscience critique extraite de l'étude scientifique et de l'expérience vivante de ses luttes passées. La commémoration de la mort de Lénine, Luxemburg et Liebknecht, ne peut jamais être pour les révolutionnaires un acte religieux.

Le prolétariat, pour poursuivre sa

lutte, a sans cesse besoin d'étudier son propre passé afin d'assimiler l'expérience, d'en prendre conscience, de s'appuyer sur l'acquis historique et aussi pour dépasser les erreurs inévitables, corriger par la critique les fautes commises, renforcer ses positions politiques par la prise de conscience des insuffisances et lacunes en complétant son programme, et enfin pour résoudre les problèmes dont la solution est restée inachevée hier.

Pour les marxistes révolutionnaires qui répugnent à l'idolâtrie et au dogmatisme religieux, commémorer les "trois L", c'est puiser dans leur œuvre et dans leur vie, leur expérience, les éléments pour la continuité de la lutte et l'enrichissement du programme de la révolution socialiste. Cette tâche est à la base de l'existence et de l'activité des fractions de la Gauche communiste internationale.

Contre les falsifications du stalinisme : les véritables enseignements de Lénine



Il n'y a pas d'exemple plus révoltant de déformation, de falsification plus éhontée d'une œuvre d'un révolutionnaire, que celui que la bourgeoisie a fait de l'œuvre de Lénine. Après l'avoir pourchassé, calomnié, poursuivi d'une haine implacable durant

toute sa vie, la bourgeoisie mondiale, pour mieux duper le prolétariat, a fabriqué un faux Lénine à son usage.

On se sert de son cadavre pour rendre inoffensifs son enseignement et son œuvre. On se sert de Lénine mort pour tuer le Lénine vivant.

Le stalinisme, meilleur agent du capitalisme mondial, s'est servi du nom de ce chef de la révolution d'Octobre pour accomplir la contre-révolution capitaliste en Russie. C'est en citant Lénine qu'ils ont masqué tous ses compagnons de lutte. Pour entraîner les ouvriers russes et du monde dans le massacre impérialiste, ils présentent un Lénine, "héros national russe", partisan de la "défense nationale".

L'action de Lénine, qui fut un ennemi acharné de chaque instant du capitalisme russe et mondial et de tous les renégats passés au service du capitalisme, ne peut être retracée dans le cadre d'un article. Son œuvre trouve sa plus haute expression dans les trois points suivants qui se situent à l'aube, à la maturité et à la fin de sa vie.

C'est d'abord la notion du parti qu'il donne en 1902 dans "Que faire?". Sans parti politique révolutionnaire, enseigne-t-il, le prolétariat ne peut ni faire la révolution, ni prendre conscience de la nécessité de la révolution. Le parti, c'est le laboratoire où se fait la fermentation idéologique de la classe. "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire". Construire, cimenter le Parti de la révolution sera le fond de toute son œuvre. Octobre 1917 apportera la confirmation historique de la justesse de ce principe. C'est grâce à l'existence de ce parti révolutionnaire que fut le Parti bolchevik de Lénine que le prolétariat russe a pu sortir victorieux en Octobre.

C'est ensuite la position de classe contre la guerre impérialiste en 1914. Non seulement le prolétariat repousse toute défense nationale en régime capitaliste, mais il doit œuvrer, par ses luttes de classe, à la défaite de sa propre bourgeoisie, pour le défaitisme révolutionnaire, œuvrer par la lutte de classe révolutionnaire, par la

(suite page 5)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe

ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.